

27 JUIN 2022

JOURNÉE
DU TRAVAIL
SOCIAL
DANS LES
COMMUNES

*« Les atouts et défis du travail
social dans les communes »*



INDEX

Remerciements	8
La création du droit à l'aide sociale et le rôle des Offices sociaux	10
L'Entente des Offices sociaux asbl	14
Le Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises (SYVICOL)	18
Les objectifs de la Journée	24
Le déroulement de la Journée	26
3 exemples concrets de coopération entre l'Office social et la commune	34
Office Social Esch-sur-Alzette	36
Office Social Resonord	44
Office Social Ville de Luxembourg	52
Les ateliers de l'après-midi	62
Les échanges dans les ateliers, les conclusions et les recommandations	63
L'évaluation de la Journée	72
La "Sozialenquête"	78

RATION ET A LA GRANDE
HESPERANGE L'OMBUDS
E BASCHARAGE OS DUD
ASTI COMMUNE DE SCH
KOPSTAL MME GERMAIN
SC MERSCH **SYVICOL** CO
COMMUNE DE CONTERN
ANCES OSC BETTEBOU
C CENTREST COMMUNE
UNE DE DUDELANGE OS
SC GREVENMACHER CO
OS WALFERDANGE COMM
COMMUNE DE PARC HOS
OFFICE NATIONAL D'INC
SC REMICH **ENTENTE DES**
COMMUNE DE MONDOR
C STEINSEL -LORENTZWI
STÈRE DE LA FAMILLE. D

REGION CROIX-ROUGE
MAN COMMUNE DE SAN
ELANGE COMMUNE DE E
IEREN OSC RESONORD
E GOETZINGER COMMU
MMUNE DE JUNGLINSTE
OSC KAYL - RUMELANGE
JRG, FRISANGE, ROESER
DE STEINSEL OSC MAMEI
SC CANTON DE REDANGI
MMUNE DE HELPERKNAI
MUNE DE LORENTZWEILE
SINGEN OSC NORDSTAD
CLUSION SOCIALE (ONIS)
S OFFICES SOCIAUX OSC
RF-LES-BAINS OSC WILTZ
EILER COMMUNE DE WIL
E L'INTÉGRATION ET À LA





REMERCIEMENTS

En tant que Présidente de l'Entente des offices sociaux a.s.b.l. et Président du SYVICOL, nous tenons à remercier tous ceux qui ont aidé à faire de cette première rencontre nationale entre les offices sociaux et les élus et délégués communaux un échange de qualité et un vrai succès.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Madame Corinne Cahen, ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et Madame Taina Bofferding, ministre de l'Intérieur, d'avoir assumé le patronage de la Journée et d'avoir participé aux ateliers et à la table-ronde finale.

Ensuite, un Merci chaleureux à la commune de Mersch et son bourgmestre Michel Malherbe d'avoir mis à disposition les localités du Kulturhaus à Mersch qui étaient parfaites pour permettre de répondre aux multiples exigences de l'organisation de la Journée. De même pour le personnel du Kulturhaus et de la commune de Mersch qui ont montré un engagement exceptionnel et ont largement contribué à la réussite de l'événement.

Merci aux intervenants de la Journée, Madame Germaine Goetzinger, Directrice honoraire du Centre national de littérature, Madame Claudia Monti, Ombudsman, Monsieur Laurent Knauf et Mesdames Mireille Cruchten et Esther Neff du ministère de l'Intérieur, ainsi que Mesdames Sandy Lopes, Sandra Jachacy, Chloé Pallage, Kelly Mazoyer et Evelyne Mertens des offices sociaux de la Ville de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et du Resonord.

Merci à ArtSquareLab d'avoir assuré les travaux de préparation et de facilitation avant et pendant la Journée.

Merci à Patrick Salvi pour sa modération accueillante tout au long de la Journée.

Merci aux collaboratrices et collaborateurs du SYVICOL et de l'EOS.

Enfin, merci aux participantes et participants de la Journée, soit représentants des équipes sociales ou des conseils d'administration des offices sociaux, soit représentants des conseils communaux ou des commissions consultatives communales. Leur apport a permis un échange vivant et diversifié. Le dialogue est le meilleur moyen de connaître les réalités dans lesquelles nous évoluons et de dégager les divers besoins et perspectives des citoyennes et citoyens. Le dialogue et l'échange sont donc à la base des solutions pragmatiques à implémenter dans notre travail quotidien.

Ginette Jones

Présidente de l'Entente des Offices sociaux

Emile Eicher

*Président Syndicat des Villes et
Communes Luxembourgeoises*



Ginette Jones

Présidente de l'Entente des Offices sociaux



Emile Eicher

*Président Syndicat des Villes et
Communes Luxembourgeoises*

Michel Malherbe

Bourgmestre de la commune de Mersch

LA CRÉATION DU DROIT À L'AIDE SOCIALE ET LE RÔLE DES OFFICES SOCIAUX

La loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale crée le droit à l'aide sociale destinée à permettre de mener une vie conforme à la dignité humaine et attribue aux offices sociaux, désormais établissements publics, la mission d'organiser ce droit. La loi détermine les moyens que la commune met à disposition de l'office social pour lui permettre d'accomplir sa mission légale. Suivant les dispositions de la loi, l'office exerce les missions lui confiées en suivant les méthodes de travail social les mieux adaptées.

La loi de 2009 a été novatrice dans le sens qu'elle ancre le droit à l'aide sociale dans la loi. Cela a impliqué, entre autres, la transformation des offices sociaux en établissements publics avec la mission légale d'une aide sociale qui est de nature palliative, curative ou préventive. Afin de faciliter la mise en œuvre de ces missions, il a fallu mettre en place des structures ayant pour mission d'assurer l'accès à ces droits, d'établir des procédures claires, faciles et transparentes pour les utilisateurs, d'impliquer le bénéficiaire de l'aide sociale comme personne porteuse de ce droit et, enfin et surtout, de garantir à la personne le droit de recours en cas de réponse négative à sa demande pour une aide sociale.

Depuis la création du droit à l'aide sociale, les offices sociaux ont donc forcément dû adapter leurs pratiques et procédures. Alors que la loi de 2009 et le règlement grand-ducal 8 novembre 2010 portant exécution de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, déterminent le cadre général et certaines normes à mettre en place, les offices sociaux sont libres de prévoir des mécanismes subsidiaires répondant aux défis locaux.

Les membres des conseils d'administration des offices sociaux doivent à cette fin disposer de connaissances non seulement dans le domaine du contexte socio-économique luxembourgeois, mais aussi de connaissances dans le domaine de la budgétisation, des ressources humaines et évidemment de la législation en vigueur. Les décisions des conseils d'administration pour aviser positivement ou négativement le bénéfice d'une aide sociale doivent être motivées, et ce sur base de l'enquête sociale fournie par l'assistant*e social*e.

L'entretien individuel est l'instrument principal de l'enquête sociale sur lequel sera construit le diagnostic de l'assistant*e social*e. L'enquête sociale prend acte de la situation actuelle de la personne demandeuse, de ses forces et de ses faiblesses, et ce dans le secret professionnel et en garantissant la dignité de la personne. L'approche au cas par cas d'une aide individuelle permet de situer l'aide sociale dans son contexte de subsidiarité par rapport à d'autres mécanismes de la politique sociale.

La loi sur l'aide sociale de 2009 a ainsi constitué un progrès réel pour la personne demandeuse par la création d'un droit entouré des mécanismes rendant effectif l'exercice du droit.

Par ailleurs, la loi a renforcé le travail social comme profession exigeant des compétences spécifiques telles que la conduite d'entretiens individuels, l'entrée en relation avec des personnes présentant des profils individuels hétérogènes, la création d'une relation de confiance permettant à la personne de devenir consciente de ses forces et faiblesses, le maintien de l'autonomie ou bien la mise en route d'un processus vers l'autonomisation et la défense des intérêts de la personne dans certaines situations.

Silvia Staub-Bernasconi (Professeure Zurich, T.U. Berlin, Trèves, scientifique du travail social) parle du triple mandat du travailleur social: " Das Tripelmandat der Sozialen Arbeit beinhaltet die Mandate der Gesellschaft, der Klient*innen resp. Adressat*innen sowie der Profession Soziale Arbeit." Le triple mandat comprend en premier lieu les attentes individuelles de la personne demandant une aide sociale. L'organisation/l'institution à laquelle s'adresse la demande représente le second mandataire. Cette organisation a généralement une mission ou une vision (formelle ou informelle) de la manière dont le travail social doit être exécuté. Enfin, le travailleur social, à côté de la considération des intérêts de ces deux parties précédentes, détient un troisième mandat non moins important qui naît de sa propre responsabilité par rapport à la déontologie de sa profession.

La profession du travail social est censée mettre le focus sur les droits humains et se base idéalement sur des méthodes scientifiques de diagnostic et d'intervention. Relevons que les statuts de l'Entente des Offices sociaux font également référence aux Droits de l'Homme à l'article 5 définissant l'objet de l'association.

Les offices sociaux ont donc réussi la transition de leur rôle de bureau de bienfaisance à celui d'établissement public.



Cependant, une nouvelle dimension a été ajoutée au travail des offices sociaux et de leurs conseils d'administration lorsque le vote de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS) a retenu que les agents régionaux d'insertion sociale (ARIS) soient engagés par les offices sociaux. La mission de l'ARIS est définie par la loi et les agents sont chargés d'aider l'Office national d'inclusion sociale (ONIS) à accomplir les missions lui dévolues. Néanmoins les procédures et le travail social proprement dit sont différents de ceux appliqués par les conseils d'administration des offices sociaux.

Dans la pratique les propositions concrètes de l'ARIS concernant l'action sociale avec une personne nécessitent l'aval de l'ONIS. L'avis du conseil d'administration de l'office social n'est pas demandé. Un droit de recours de la personne contre une décision la concernant n'existe pas.

LINKS

Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2009/12/18/n14/fo>

Règlement grand-ducal 8 novembre 2010 portant exécution de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale


<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2010/11/08/n8/fo>

Loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS)

<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/07/28/a630/fo>







**L'ENTENTE
DES OFFICES
SOCIAUX ASBL**

L'ENTENTE DES OFFICES SOCIAUX ASBL

Créée le 1^{er} juillet 2014, l'EOS a comme objet de :

- Développer, grâce à leur collaboration, l'efficacité de l'action des membres associés dans l'esprit de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale,
- Établir un contact étroit entre les membres associés, encourager l'information et la communication entre eux, sous réserve des dispositions de l'article 21 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, défendre leurs intérêts, coordonner leurs réponses aux autorités publiques, aplanir les difficultés qui pourraient surgir entre eux ou entre eux et les autorités publiques ou entre eux et des tiers, participer au travail de commissions et de groupes d'experts et, de façon générale, être à la disposition de l'ensemble des associations et services œuvrant dans le domaine de l'aide sociale dans l'intérêt d'une action commune plus efficace,
- Se concerter, prendre position et émettre des avis coordonnés sur les questions relatives aux actions d'aide sociale, préventive, curative, palliative et au développement social,
- Contribuer à la coordination et au développement de la formation continue du personnel des Offices sociaux membres et d'en faciliter l'accès,
- Organiser et développer les rapports avec les associations ou organismes luxembourgeois ou étrangers qui œuvrent dans le domaine de l'aide sociale,
- Promouvoir et défendre les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée par les Nations Unies en 1948 et la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et ses protocoles additionnels.

Le travail de l'EOS asbl est fourni bénévolement depuis maintenant 8 ans.

Les défis étant multiples et croissants, les demandes de la part des offices sociaux et la mise en réseau devenant de plus en plus chronophages, l'EOS a demandé à son Ministère de Tutelle en 2020 un budget et la possibilité d'engager du personnel salarié.

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN FONCTION

Ginette JONES - Présidente

CA OS VdL

Frank DIMMER - Vice-Président

CA OSC Resonord

MEMBRES :

Mandy DEFAY - Membre

OS Mondercange

Paul ESTGEN - Membre

CA OSC Centrest

Joëlle NOESEN - Membre

OSC Redange

Carole KERGER - Membre

OSC Bettembourg

Colette KIEFFER - Membre

CA OS Esch-Alzette

Vronny KRIEPS - Membre

Présidente CA OS VdL

Jean-Paul REUTER - Secrétaire

Coordinateur social OS Differdange

Nico THEISEN - Trésorier

OSC Remich

Simone LOUTSCH - Membre

Chargée de direction OS Esch-sur-Alzette

Anne-Lise LUTGEN - Membre

OS Dudelange

Jacqueline WILMES - Membre

CA OSC Iewechte Syrdall

Romain ZUANG - Membre

Président CA OS Dudelange

Laurence KOENN - Membre

*Représentante de la Croix-Rouge luxembourgeoise,
invitée permanente*



**LE SYNDICAT DES
VILLES ET COMMUNES
LUXEMBOURGEOISES
(SYVICOL)**



LE SYNDICAT DES VILLES ET COMMUNES LUXEMBOURGEOISES

Le SYVICOL est le syndicat qui représente toutes les villes et communes luxembourgeoises au niveau national et international. Créé, sous sa forme actuelle, en 1986, il constitue le porte-parole et l'interlocuteur privilégié du Gouvernement pour toutes les questions concernant le secteur communal.

Il a pour objet la promotion, la sauvegarde et la défense des intérêts généraux et communs de ses membres. De cet objet découlent notamment les missions suivantes :

- de constituer une représentation générale des communes luxembourgeoises ;
- d'établir une concertation étroite et permanente entre ses membres pour étudier et traiter de toutes les questions qui intéressent l'administration des communes et leurs relations avec les autorités et pouvoirs publics ;
- d'être l'interlocuteur du gouvernement pour les questions touchant l'intérêt communal général et de formuler des avis sur des projets législatifs et réglementaires qui ont un impact au niveau local ;
- de représenter les communes luxembourgeoises au sein des organismes européens et internationaux ayant pour vocation la défense des intérêts des collectivités locales ;
- de promouvoir la coopération transfrontalière et interterritoriale des communes luxembourgeoises à travers des jumelages ou autres partenariats avec des collectivités locales étrangères.

LINK:

<https://www.syvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes>

A côté du travail de « lobbying » dans le cadre des processus décisionnels au niveau national, le SYVICOL s'investit activement dans plusieurs organismes européens et internationaux ayant pour vocation la défense des intérêts communaux : le Comité des Régions de l'Union européenne (CdR), le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE) et le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

Dans ses priorités politiques pour la mandature 2018-2023, arrêtées à l'unanimité par son comité le 30 avril 2018, le SYVICOL a retenu qu'il favorisera la participation citoyenne et les activités des communes en matière sociale, en œuvrant entre autres, pour la cohésion sociale, l'intégration, l'inclusion et l'égalité des chances et en plaidant pour une plus forte implication des élus communaux dans la gestion des offices sociaux. L'organisation de la Journée du travail social dans les communes s'inscrit parfaitement dans ces objectifs.

En tant qu'association représentant les communes luxembourgeoises, le SYVICOL reconnaît l'importance d'une bonne et étroite collaboration entre les communes, leurs différents services et les offices sociaux. A ses yeux, ces collaborations gagneront en importance à l'avenir. Les tâches que les services sociaux et les communes doivent accomplir sont de plus en plus variées, et partant du principe qu'en raison de l'évolution économique actuelle, entre autres dans le domaine de la politique du logement ou encore la hausse des coûts énergétiques, les requêtes et les demandes d'aide auprès des services communaux compétents et auprès des offices sociaux ne feront qu'augmenter dans le futur.

Dans son rôle de co-organisateur de la Journée du travail social dans les communes, il lui importait surtout de dégager dans quelle mesure l'introduction de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et son règlement d'exécution du 8 novembre 2010 avait impacté positivement ou négativement la planification et le travail dans le domaine de l'aide sociale au niveau communal.

En déterminant les forces et les défis actuels sur le terrain, le but était d'identifier d'éventuels futurs besoins des offices sociaux pour qu'ils puissent continuer de remplir leurs missions de manière efficace.

Dans l'opinion du SYVICOL, il était essentiel d'essayer de trouver des solutions pour renforcer la cohésion sociale au niveau local et accompagner au mieux nos concitoyens afin de réduire au maximum le risque de pauvreté au sein de la population, afin qu'aucune personne ne se sente en marge de la société. Cet objectif ne peut être atteint que si les offices sociaux et les communes continuent à travailler ensemble et s'ils considèrent le bénéficiaire de l'aide sociale comme une personne à part entière, plutôt que comme un ensemble de problèmes qui doivent être transférés d'un service à l'autre.

LE BUREAU DU SYVICOL

Emile EICHER - Président

(Clervaux, Kiischpelt, Troisvierges, Weiswampach et Wincrange)

Lydie POLFER - 1^{ère} Vice-présidente

(Ville de Luxembourg)

Dan BIANCALANA - Vice-président

(Dudelange, Kayl et Rumelange)

Serge HOFFMANN - Vice-président

(Dippach, Garnich, Habscht, Kehlen, Koerich, Kopstal, Mamer et Steinfort)

Louis OBERHAG - Vice-président

(Bous, Dalheim, Lenningen, Mondorf-les-Bains, Remich, Schengen, Stadtbredimus et Waldbredimus)

Guy WESTER - Vice-président

(Bertrange, Frisange, Hesperange, Leudelange, Reckange-sur-Mess, Strassen et Weiler-la-Tour)

LE COMITÉ DU SYVICOL

Patrick COMES

(Boulaide, Esch-sur-Sûre, Goesdorf, Lac de la Haute-Sûre, Wiltz et Winseler)

Raymonde CONTER-KLEIN

(Differdange, Käerjeng et Pétange)

Paul ENGEL

(Beckerich, Ell, Grosbous, Prézérdaul, Rambrouch, Redange, Saeul, Useldange, Vichten et Wahl)

Marie-Paule ENGEL-LENERTZ

(Contern, Lorentzweiler, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange, Steinsel, Walferdange)

Jeannot FÜRPASS

(Bettembourg, Mondercange, Roeser et Schifflange)

Michel MALHERBE

(Fischbach, Heffingen, Helperknapp, Larochette, Lintgen, Mersch, Nommern)

Georges MISCHO

(Esch-sur-Alzette et Sanem)

Annie NICKELS-THEIS

(Bettendorf, Bourscheid, Diekirch, Erpeldange-sur-Sûre, Reisdorf et Vallée de l'Ernz)

Romain OSWEILER

(Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Rosport-Mompach, Waldbillig)

Jean-Marie SADLER

(Betzdorf, Biver, Flaxweiler, Grevenmacher, Junglinster, Manternach, Mertert et Wormeldange)

Jean-Paul SCHAAF

(Bissen, Colmar-Berg, Ettelbruck, Feulen, Mertzig et Schieren)

Nico WAGENER

(Parc Hosingen, Putscheid, Tandel et Vianden)



LES OBJECTIFS DE LA JOURNÉE

La Journée «Le travail social dans les communes» organisée conjointement par le Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises (SYVICOL) et l'Entente des Offices sociaux (EOS) le 27 juin 2022 au Kulturhaus à Mersch a réuni pour la première fois tous les acteurs impliqués dans le domaine de l'aide sociale au niveau communal.

Cette journée, organisée sous le patronage de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, avait pour but de favoriser l'échange entre tous les acteurs concernés, notamment les élus et les agents communaux ainsi que les responsables et les professionnels des offices sociaux, sur :

- les divers modèles et missions des services sociaux fonctionnant au niveau des communes ;
- la plus-value et les défis apportés par la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale aux offices sociaux ;
- les modifications (réglementaires, organisationnelles, méthodologiques, etc.) qui pourraient contribuer au bien-être des citoyennes et citoyens ;
- les outils à disposition des offices sociaux pour diminuer les risques de pauvreté et augmenter la cohésion sociale.





LE DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

La Journée d'échange a voulu mettre les participants dans le vif du sujet par les trois exposés académiques de la matinée.

La modération de la Journée a été assurée par Monsieur Patrick Salvi, Président de l'Office social de la Ville de Differdange.

Dans sa conférence sur « D'Sozialenquête vun 1907 - Eng Initiativ vum Verein für die Interessen der Frau. », Madame Germaine Goetzinger a présenté une action résolument novatrice du début du siècle dernier, dans le sens que des personnes privées, le Verein für die Interessen der Frau, ont établi à travers une enquête systématique et structurée sur le terrain, une vue d'ensemble approfondie de la misère hygiénique et sociale des habitants des faubourgs de la Ville de Luxembourg. Leur intention était d'interpeler les autorités politiques et publiques pour mettre en route les mesures nécessaires d'hygiène et de santé publique.

Cette « Sozialenquête » constituait en quelque sorte le point de départ de la professionnalisation de l'action sociale. A la fin de la conférence de Madame Goetzinger, force était de constater que les problèmes soulevés en 1907 ne se distinguent guère des problèmes actuels auxquels les offices sociaux se voient confrontés au quotidien.

[LINK VIDEO MME GOETZINGER](#)

<https://www.syvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes>



Patrick Salvi

Président de l'Office social de la Ville de Differdange

Germaine Goetzinger

Directrice honoraire du Centre national de littérature

De son côté, Madame Claudia Monti, Ombudsman, expliquait tout d'abord la mission légale et les limites des domaines d'action de son travail. Ensuite, à travers des exemples concrets, elle démontrait l'utilité concrète de l'institution pour le vécu des citoyennes et citoyens en tant qu'« administrés » ainsi que les moyens à disposition de l'Ombudsman pour aider les offices sociaux dans leur travail quotidien. Dans leur pratique quotidienne, les assistants sociaux recommandent souvent à leurs clients de consulter les services de l'Ombudsman avec l'objectif de revoir une décision d'une administration concernant le client, mais Madame Monti a également encouragé les assistants sociaux à contacter l'Ombudsman en cas de questions ou insécurités juridiques. En outre, l'importance de la protection de la dignité humaine et la nécessité pour tous les citoyens « d'exister au niveau administratif » était la ligne directrice de l'intervention de Madame Monti.

[LINK VIDEO MME MONTI](#)

<https://www.sylvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes>



Claudia Monti

Ombudsman



Ginette J.

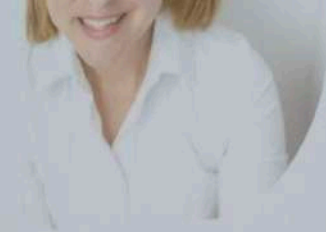
Présidente de
des offices





Jones

de l'Entente
sociaux



Corinne Cahen

Ministre de la Famille et
de l'Intégration



Taina Bofferding

Ministre de l'Intérieur



Le troisième exposé de la matinée était présenté par trois représentants du ministère de l'Intérieur. Sous le thème « Mateneen fir eng modern Gemeng », les intervenants ont esquissé dans les grandes lignes la refonte de la loi communale, évoquant d'éventuelles répercussions pour les offices sociaux en tant qu'établissements publics. Tandis que la première intervention se concentrait sur les sujets des droits et devoirs de l'élu local, du personnel et de l'organisation des communes, de la participation citoyenne et de la tutelle administrative, la deuxième intervention approfondissait la thématique de la réforme de la surveillance de la gestion des communes. Enfin, la troisième intervention était centrée sur la digitalisation des procédures en relation avec la tutelle administrative que le ministère de l'Intérieur exerce sur les administrations communales.

LINK VIDEO MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

<https://www.syvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes>



Laurent Knauf

Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Intérieur

L'après-midi était dédié à l'échange entre tous les acteurs invités, ce qui était après tout le sujet central et le principal objectif de la Journée.

La table-ronde qui suivait le travail dans les ateliers a réuni Mesdames les Ministres Corinne Cahen et Taina Bofferding ainsi que le président du SYVICOL, Emile Eicher et la présidente de l'Entente des Offices sociaux a.s.b.l., Ginette Jones. Monsieur Patrick SALVI assurait la modération de la table-ronde.

Avant tout, les idées issues des ateliers ont été discutées : la nécessité d'un travail social compétent au service des citoyennes et citoyens, une aide sociale individualisée et rapide, un échange régulier entre les différents acteurs (offices sociaux, communes, autres acteurs).

Mais un autre sujet, à savoir la pénurie de logements à prix abordable, agitait l'esprit des participants à un tel point qu'il risquait de dominer complètement les discussions de la table-ronde. En fait, il s'avère qu'une partie importante des demandes d'aide financière adressées aux offices sociaux ces dernières années sont des demandes de soutien pour des loyers dépassant parfois 40%, voire 50% du revenu des ménages. Puisqu'il n'était pas concevable de trouver des solutions toutes faites pendant la table-ronde de la Journée, les participants ont demandé d'aborder la problématique lors d'une future réunion dédiée à ce sujet.

[LINK TABLE RONDE](https://www.syvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes)

<https://www.syvicol.lu/fr/dossiers-thematiques/journee-du-travail-social-dans-les-communes>



Esther Neff

Service processus et digitalisation, Ministère de l'Intérieur

Mireille Cruchten

Direction des Affaires communales, Ministère de l'Intérieur





82

3 EXEMPLES CONCRETS DE COOPÉRATION ENTRE L'OFFICE SOCIAL ET LA COMMUNE

L'après-midi, pour commencer, trois modes de fonctionnement locaux différents de collaboration entre l'office social et les services sociaux et communaux ont été présentés par le personnel compétent des offices sociaux de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et le Resonord.



EXEMPLE
ESCH-SUR-ALZETTE



EXEMPLE
RESONORD



EXEMPLE
LUXEMBOURG

Les ateliers, qui suivaient directement la présentation des trois exemples prémentionnés, réunissaient les participants autour de 3 blocs de questions devant approfondir les sujets esquissés lors des présentations.

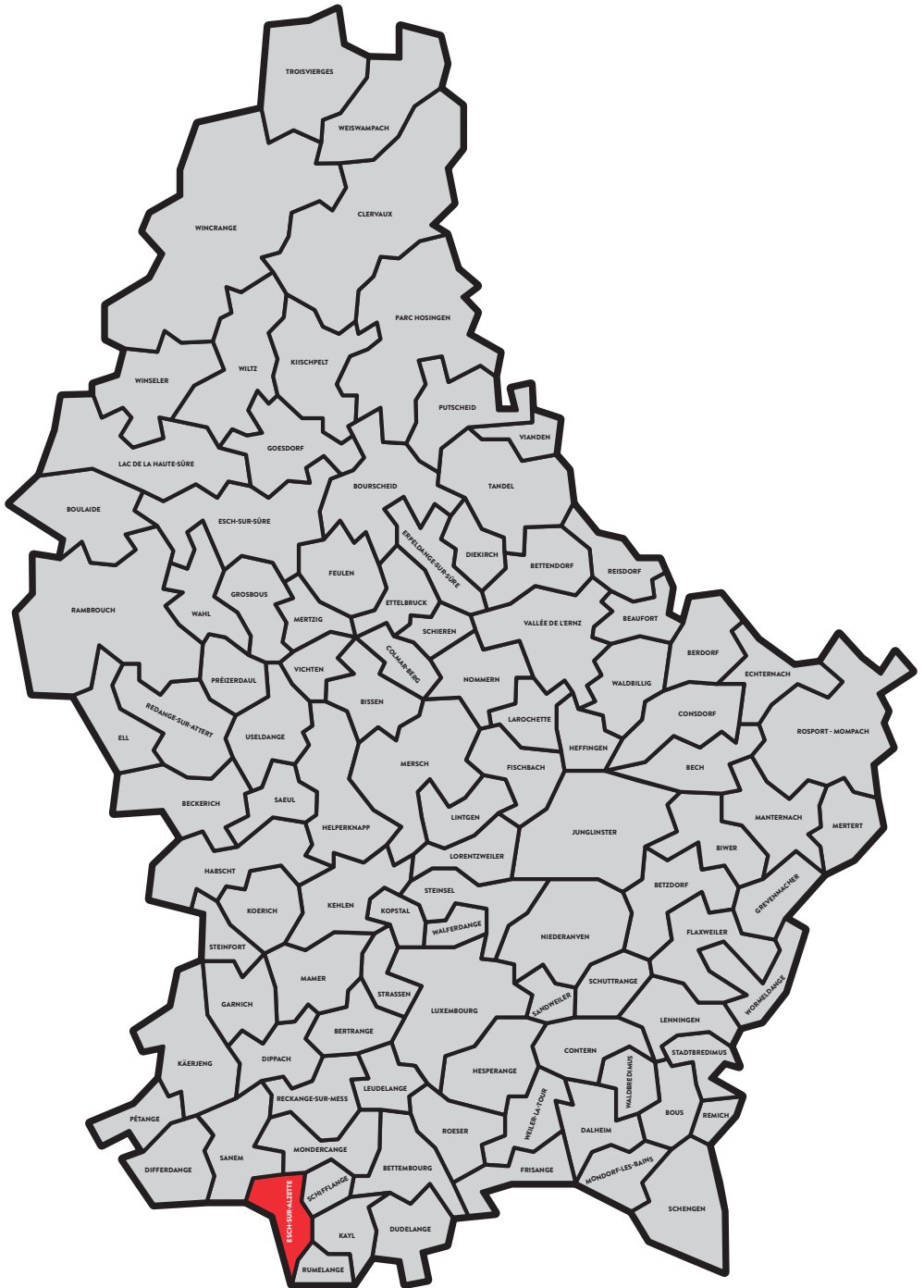


An aerial photograph of an industrial complex, likely a steel mill, with a strong red color overlay. The image shows large industrial structures, including tall chimneys and complex metal frameworks. In the background, a cityscape is visible under a hazy sky. The text 'OFFICE SOCIAL' and 'ESCH-SUR' is overlaid in white on the lower half of the image.

OFFICE SOCIAL
ESCH-SUR

An aerial photograph of an industrial city, likely Luxembourg, with a prominent red color overlay. The image shows a mix of industrial structures, including tall chimneys and complex piping, alongside modern office buildings. A large, multi-story building with a grid of windows is visible in the foreground. The text 'R-ALZETTE' is overlaid in large, white, bold, sans-serif capital letters at the bottom of the image.

R-ALZETTE



OFFICE SOCIAL

ESCH-SUR-ALZETTE



Sandra JACHACY
(ARIS)



Kelly MAZOYER
(ARIS)



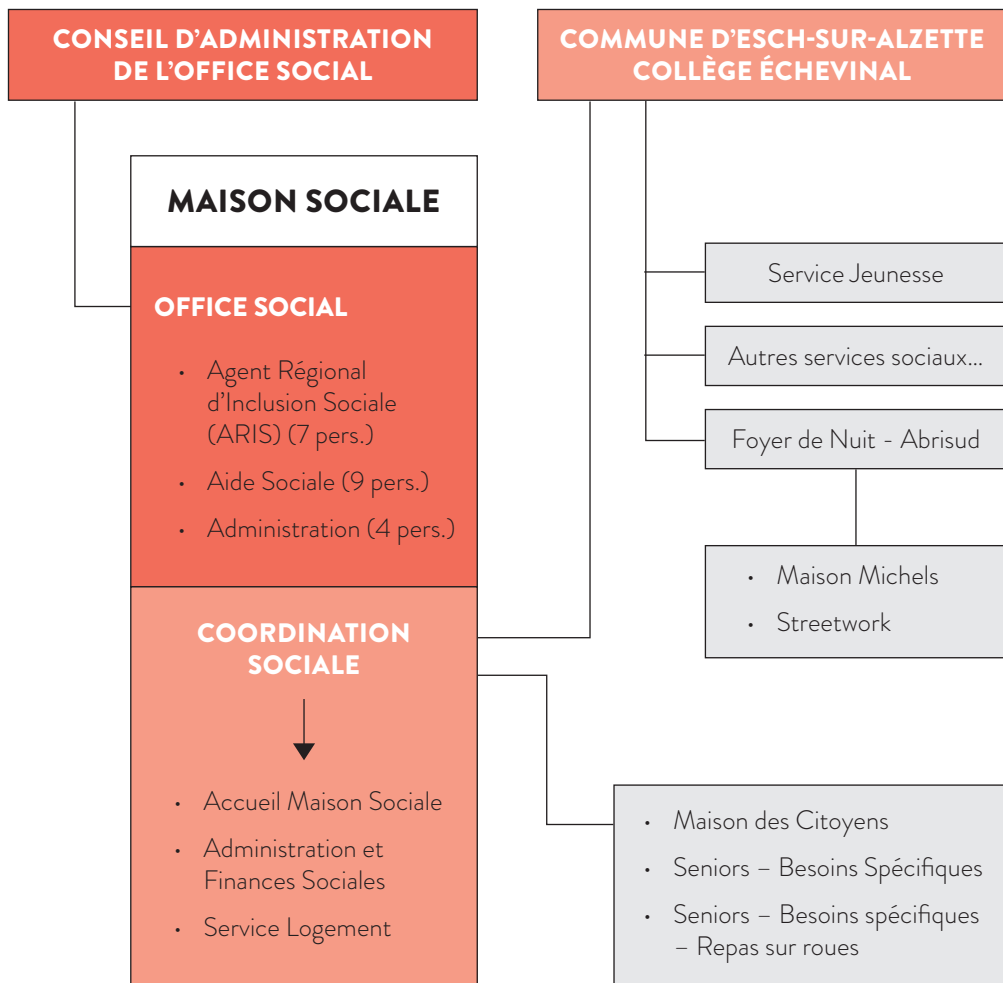
Chloé PALLAGE
(ARIS)

ESCH-SUR-ALZETTE

- Au 1.01.2021- 36.228 Awunner
- Superficie: 1.439 hectares
- 15.500 Ménagen
- 14km² -> 2.525 Awunner/km²
- 137 Nationalitéiten
- 18 quartiers
- Office Social : 16 Assistant(e)s social (e)s

ARIS = Agent Régional d'Inclusion Sociale

STRUKTUR VUN EISEM MODELL



4 CHARAKTERISTIKE VUN EISEM MODELL

1 ENK ZESUMMENAARBECHT MAT DE GEMENGESERVICER

2021/2022: Embauche vun 20 EMI

2 VUM CONSEIL D'ADMINISTRATION GEWËNSCHTEN/GEFËRDERT ZESUMMENAARBECHT

Aide Sociale + ARIS

3 GROUSSEN EXTERNE RÉSEAU

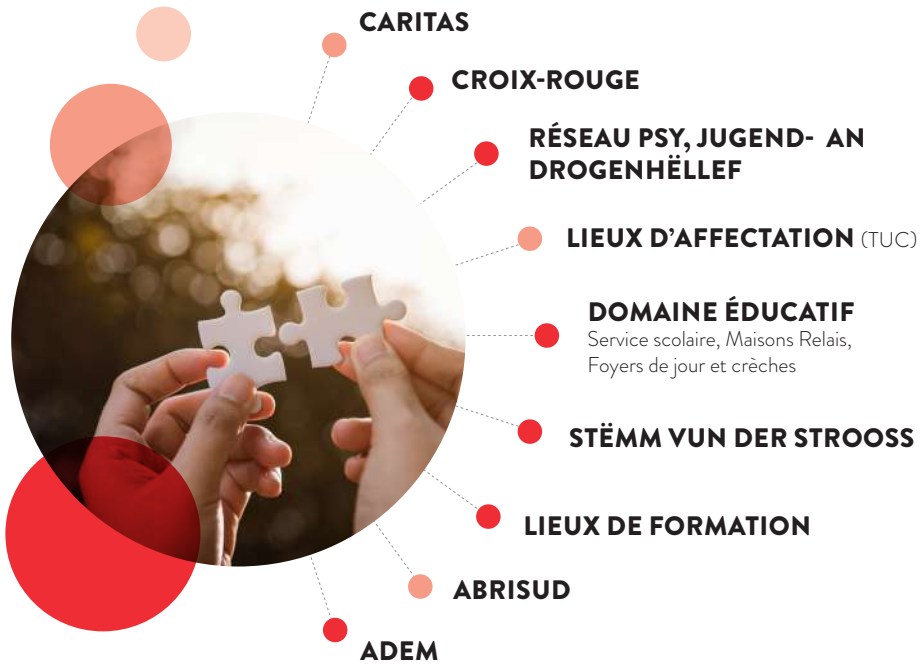
Jardin des Possibles, ...

4 POLITËSCH ËNNERSTËTZTE VERNETZUNG VUM RÉSEAU:

- Café Social
- Assises sociales

EMI = Aide à l'embauche de chômeurs de longue durée

EIS HAAFTPARTNER



WÉI WÄERT EISE MODELL SECH AN DEN NÄCHSTEN 10 JOER ENTWÉCKELEN?

- Ausbau vun der Zesummenaarbecht
- Ënnerstétzung bei der Kreatioun vun neien Offeren
- Entwécklung jee nom Besoin vun der Zilgrupp

WAT BRAUCH DEN OS FIR SENG AARBECHT FIR A MAT DE LEIT BESCHTMÉIGLECHST ZE REALISÉIEREN ?

- Un den Indice socio-économique vun der jeeweileger Gemeng adaptéierte Personalschlüssel
- Verbessert Accessibilitéit an Visibilitéit vun den Infrastrukturen
- Koordinatioun vun a mam Réseau
- Ënnerstëtzung vun der Politik fir d'Ëmsetze vun néidege Moosnamen

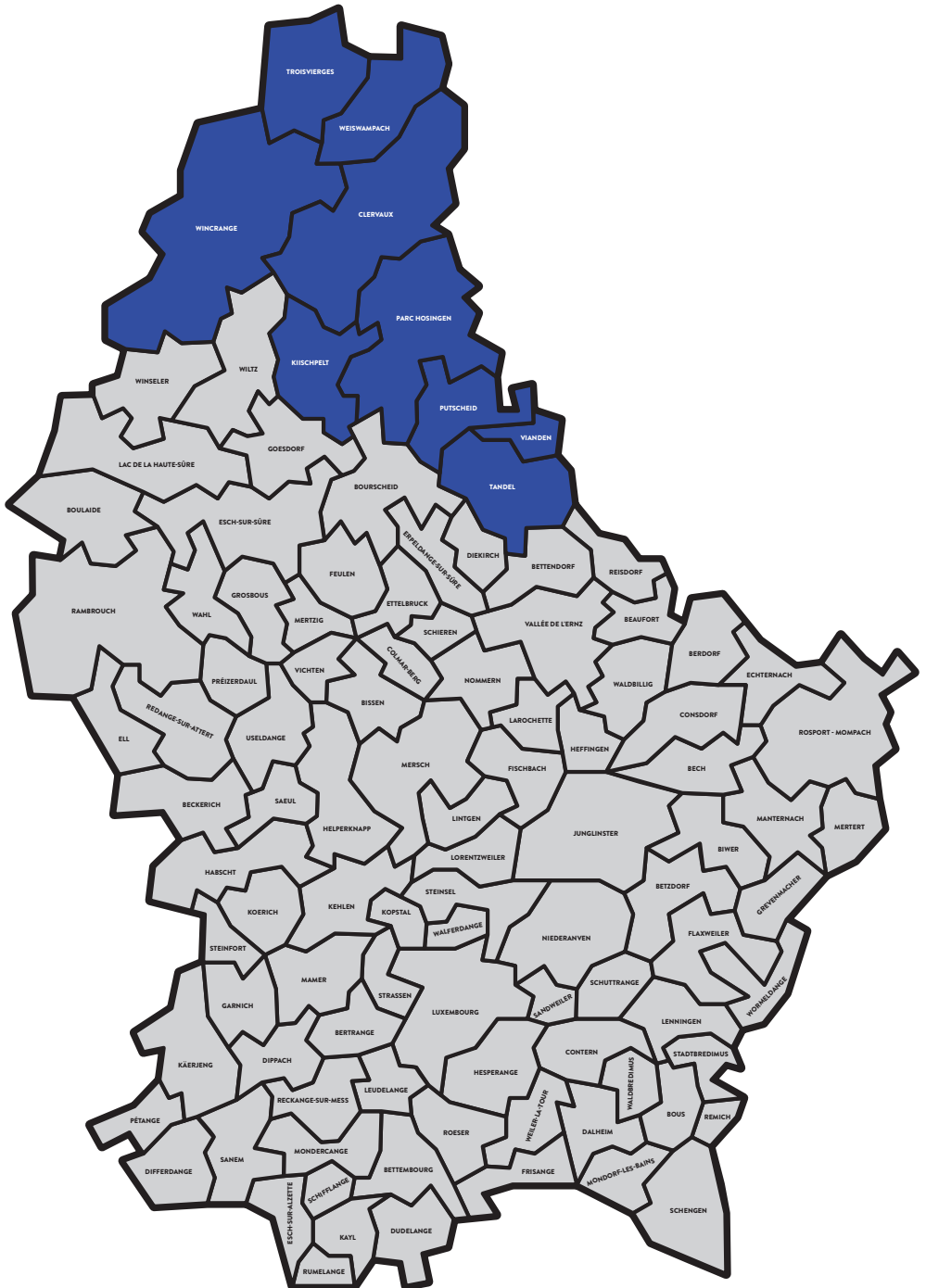




OFFICE SOCIAL
RESONOR



RD



OFFICE SOCIAL **RESONORD**



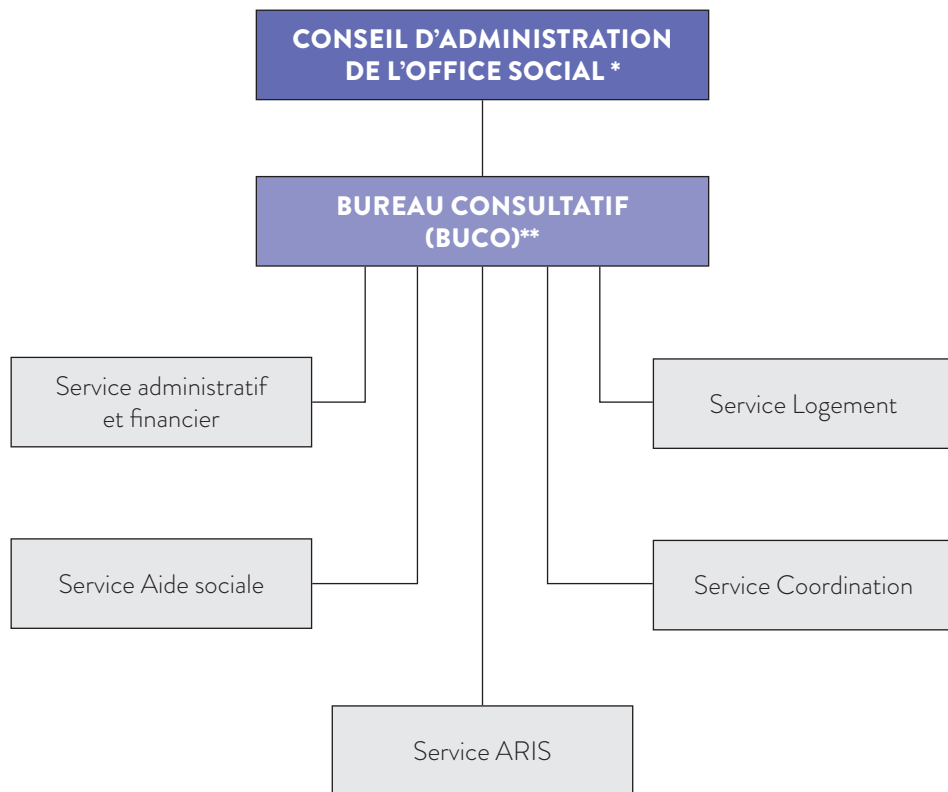
Evelyne MERTENS

Chargée de mission - Service Coordination

RESONORD

- 454 km² - flächeméisseg gréissten OS am Land
- > 26.000 AW
- 9 Gemengen:
97 Uertschaften + 15 Häff/Lieux-dits
- Haaptsätz & 2 Permanencen:
Housen + Veinen + Wëntger
- Ländlech Region:
1 Stad: Veinen < 2.200 Awunner

STRUKTUR VUN EISEM MODELL



* 9 membres

** 3 membres: Président, 1er Vice-Président, 2e Vice-Président

4 CHARAKTERISTIKE VUN EISEM MODELL

1

RESONORD VIRUN 2011

Pilotprojet (LEADER)

2

SERVICE LOGEMENT

3

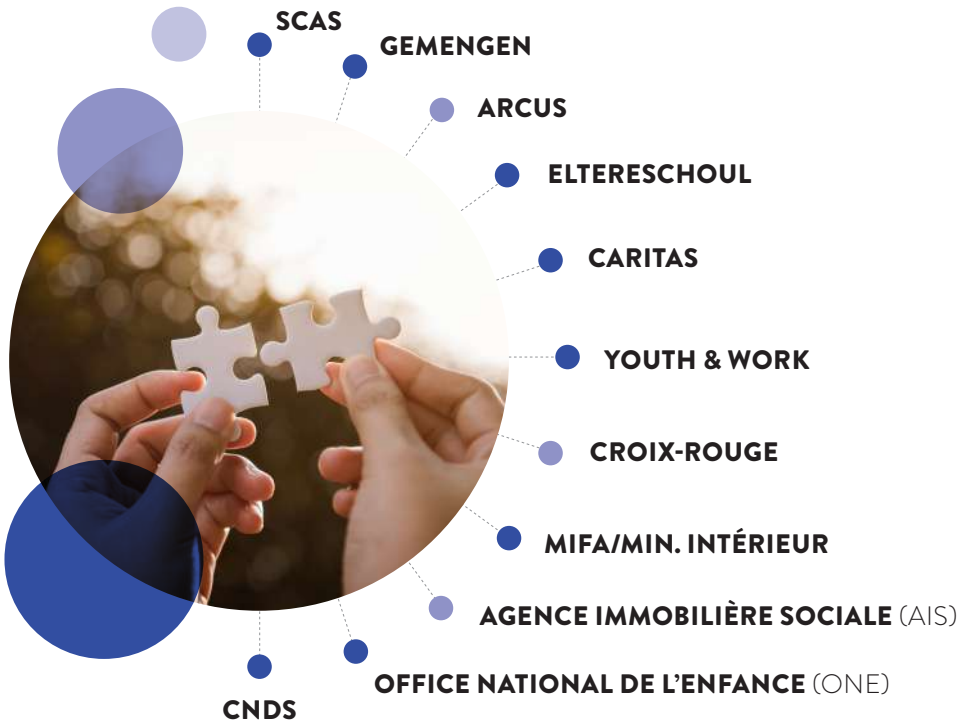
SERVICE COORDINATION

4

BEGEGNUNGSORT “CLIÄRRWER HAUS”

- Croix-Rouge-Buttek
- Kleederstuff
- Bitzatelier
- Buanderie
- Coiffeur social
- ...

EIS HAAPTPARTNER



WÉI WÄERT EISE MODELL SECH AN DEN NÄCHSTEN 10 JOER ENTWÉCKELEN?

- Weider Vernetzung mat Partner
- Ausbau vun der Gestion locative sociale
- Qualitéitslabel Cafészëmmeren: Verbesserung vun der Situatioun
- Proaktiv op sozial (Nout-)Situatioune reagéieren
- Sozial Kohäsioun an der Regioun stäerken

WAT BRAUCH DEN OS FIR SENG AARBECHT FIR A MAT DE LEIT BESCHTMÉIGLECHST ZE REALISÉIEREN ?

Fir d'Zukunft:

- Manner administrativen Opwand (Ministère – OS)
- Bottom-up-Sozialpolitik
- Méi Indikatoren berücksichtete fir Stonnekapital ze berechnen
- Méi Ressource fir méi Missiounen





OFFICE SOCIAL VIL
LUXEMBO

An aerial photograph of a city, likely Paris, with a strong red color overlay. The image shows a dense urban landscape with numerous buildings and rooftops. In the background, several tall, modern skyscrapers are visible against a hazy sky. The overall tone is dramatic and monochromatic.

LE DE OURG

OFFICE SOCIAL VILLE DE **LUXEMBOURG**

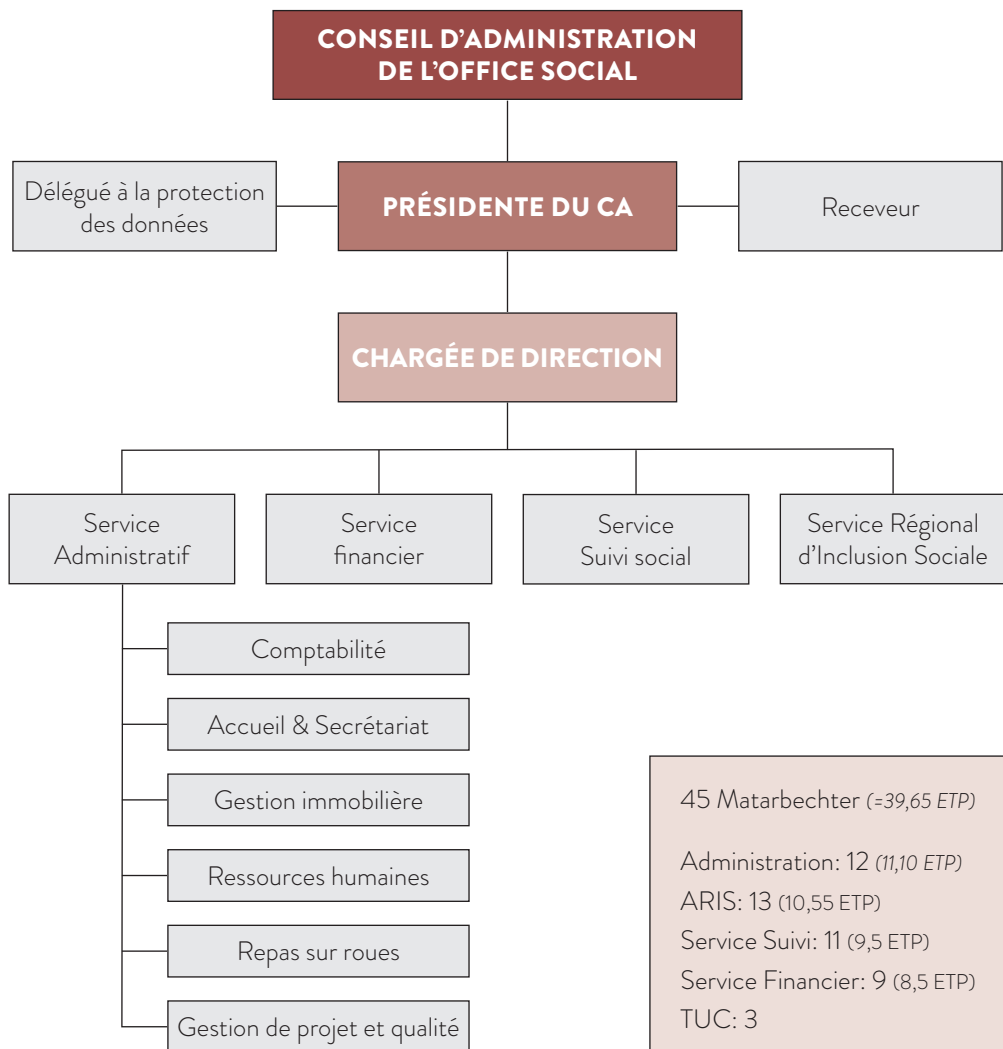


Sandy LOPES
Chargée de direction

VILLE DE LUXEMBOURG

- 128.514 Awunner (31.12.2021)
- 51,73 km² (2484 Awunner/ km²)
- 29,41% Lëtzebuenger
- 70,59% aner Nationalitéiten (167)

STRUKTUR VUN EISEM MODELL



5 CHARAKTERISTIKE VUN EISEM MODELL

**1 GROUSSEN OFFICE SOCIAL
MAT ENGER PLATTER HIERARCHIE**
(Vertrieder pro Servicer, transversal Versammlungen)

**2 ZWEE ËNNERSCHIDDLECH SERVICER
FIR D'AIDE SOCIALE**
(Finanziell Hëllef an Sozial Hëllef)

**3 AUTONOMIE VUN DEN SERVICER FIR
VERSCHIDDE PRESTATIOUNEN**
(Schnell Entscheidungsweeër)

**4 CHARGÉE DE PROJETS &
AMÉLIORATION CONTINUE**
(Harmoniséierung, Gestiou vun der Qualitéit)

**5 ENK ZUSAMMEN AARBECHT
MAT DER GEMENG.**

EIS HAAPTPARTNER



WÉI WÄERT EISE MODELL SECH AN DEN NÄCHSTEN 10 JOER ENTWÉCKELEN?

- Geografesch Gruppéierung vun all de Servicer vum OS + Service Logement vun der Gemeng
- Digitaliséierung
- Verstärkt Vernetzung mat aneren Acteuren
- Eng kloer Stratégie mat konkreten Projeten déi op eis défnéiert Ziler hinsteieren

WAT BRAUCH DEN OS FIR SENG AARBECHT FIR A MAT DE LEIT BESCHTMÉIGLECHST ZE REALISÉIEREN?

- Referenzpersounen an den aneren Institutiounen (z.B. ADEM)
- Eng méi enk Zesummenaarbecht mat de Ministären fir dass eise Besoinsen Rechnung gedroë gëtt
- Déi selwecht Ëmsetzung vun de Gesetzer an all Gemeng (z.B. Registre d'attente, Adresse de référence)
- Eng méi grouss Offer u Sozialwunnéngen
- Eng Adaptatioun vum Personalschlëssel, baséiert op d'Evolutioun vun der Sozialaarbecht an deene leschten 10 Joer





Photo Square Lab



COMMUNE DE



Ateliers

1. Organisation et fonctionnement de l'OS
2. Opportunités et limites de collaboration entre les acteurs
3. Les missions de l'OS contemporain et la cohésion sociale



LES ATELIERS DE L'APRÈS-MIDI

FACILITATION DES ATELIERS

La méthode utilisée pour la facilitation des ateliers consistait à poser des questions spécifiques sur les trois grands thèmes suivants :

1 L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DES OFFICES SOCIAUX

2 LES OPPORTUNITÉS ET LIMITES DE COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS

3 LES MISSIONS DE L'OFFICE SOCIAL CONTEMPORAIN ET LA COHÉSION SOCIALE

Afin de conserver le caractère proactif des discussions et de canaliser les réponses des participants, les facilitateurs des ateliers utilisaient une méthode de tri d'idées pour chaque question posée :

- Qu'est-ce qui fonctionne bien, que devons-nous conserver ?
- Qu'est-ce qui ne fonctionne pas bien, que devrions-nous laisser de côté ?
- Que devrions-nous faire différemment ?

Pendant les ateliers, les participants étaient également invités à utiliser le modèle de tri des idées pour un certain nombre de défis mentionnés précédemment dans les présentations des trois offices sociaux. Chaque participant a donc eu l'occasion de travailler sur ces différents défis et de contribuer avec ses propres idées, ce qui a permis à chaque groupe de partager leurs expériences sur des questions communes et de suggérer des solutions pour des développements futurs.

LES ÉCHANGES DANS LES ATELIERS, LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS

L'énumération suivante représente un aperçu des idées et recommandations que les participants de la Journée ont identifiées lors des ateliers de l'après-midi.

1 UN PREMIER BLOC DE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS RÉSULTANT DES ATELIERS SE CONCENTRAIT SUR L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DES OFFICES SOCIAUX

Comment pouvons-nous mieux utiliser nos ressources pour améliorer l'équilibre entre les tâches administratives et le travail avec le client ?

- La répartition du temps entre le travail administratif et le travail avec le client est un sujet à aborder et qui pourra impliquer des réformes dans l'organisation du temps de travail.
- Un bureau d'accueil avec un réceptionniste au rôle administratif et d'accueil libérera du temps de travail pour la mission d'accompagnement social.
- Le personnel de l'office sociale doit être au courant de nouvelles lois, réglementations et éventuellement jurisprudences en matière d'aide sociale et des dispositifs qui ont un impact sur l'aide sociale (ex. protection des données, etc.).
- L'offre de formation (de base et continue) doit être adéquate pour outiller au mieux le personnel pour son travail.
- La description des postes doit être développée.
- La numérisation de la documentation doit être faite.
- Il faut éviter la multiplication des procédures. Il y a lieu de concevoir les procédures dans une logique de travail social visant l'autonomisation de la personne.

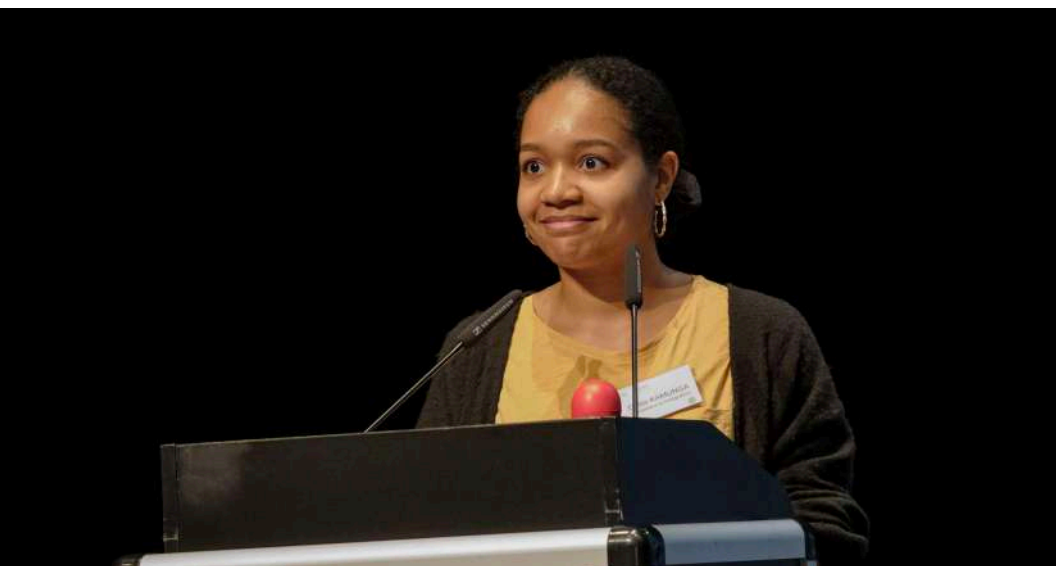




2 UN DEUXIÈME BLOC DE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS RÉSULTANT DES ATELIERS SE CONCENTRAIT SUR LES OPPORTUNITÉS ET LIMITES DE COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS

a. Comment pouvons-nous garantir une bonne/meilleure communication interne entre les différentes entités de l'office social ?

- Des réunions de travail régulières entre les entités internes de l'office social (avec un rapport reprenant les décisions) sont des lieux de communication professionnelle.
- L'édition d'une newsletter interne peut servir le but de donner accès aux informations nécessaires et utiles.
- Des procédures claires facilitent le travail.
- La proximité entre services (p.ex. dans un même immeuble) est importante.
- On pourrait prévoir une partie « ouverte » des séances du conseil d'administration pour établir une communication directe. La fonction de coordinateur pourrait servir à faciliter des contacts entre les diverses entités à l'office social.
- La répartition des tâches se base sur la description de poste.
- A côté du feedback régulier, la pause-café ou des évènements thématiques permettent la communication informelle.



Dalila Kamunga

Présentatrice résultats ateliers

b. Comment le conseil d'administration et le personnel de l'office social peuvent-ils garantir une meilleure collaboration avec la commune ?

- Il est utile d'harmoniser régulièrement l'état des connaissances entre le conseil d'administration et le collège échevinal. De même un échange régulier entre les membres du conseil d'administration et le conseil communal peut être utilisé pour soutenir le travail social de l'office social.
- Un office social commun devrait représenter les communes dans toutes les affaires sociales. Cette conception permettrait d'éviter de construire des structures parallèles.
- Toute action sociale devrait cibler les besoins des bénéficiaires et avoir comme objectif de trouver ensemble des solutions.
- Des réunions de travail régulières entre le conseil d'administration et la commune peuvent avoir lieu avec un sujet spécifique.
- Une meilleure reconnaissance de l'office social par les communes est souhaitée.
- La présentation du rapport d'activité du conseil d'administration au conseil communal informe également les membres du conseil communal sur le travail social.
- Une personne de référence (et porte-parole) par commune devrait servir de personne de contact pour l'office social afin d'assurer une meilleure circulation de l'information.
- Les bonnes pratiques d'échange entre les services sont divulguées (ex. hébergement).

c. Comment pouvons-nous mieux communiquer avec nos partenaires ?

- Il faut des personnes de contact et de référence auprès des services externes, comme l'ADEM (contact direct avec le professionnel compétent) afin de ne pas perdre de temps dans la mise en place de solutions adaptées pour la personne. Ceci évite la précarisation de la situation de la personne.
- Les échanges doivent être institutionnalisés, formalisés, entre ministères et offices sociaux.
- Il est nécessaire de pouvoir garder un contact personnalisé pour pouvoir échanger des informations entre les professionnels de l'office social et les institutions externes.
- Diffusion des nouvelles législations par l'EOS (réunion, échange régulier).
- L'amélioration de la coopération avec les administrations gouvernementales est nécessaire afin de mettre le travail social au service de l'amélioration du bien-être de la personne.

d. Comment pouvons-nous renforcer notre réseau de partenaires externes ?

- Avec la mise à disposition des ressources nécessaires, le travail de l'EOS doit être reconnu et pouvoir se professionnaliser.
- Lors de la mise en place des procédures, toutes les parties impliquées et impactées doivent collaborer.
- Il faut assurer un échange meilleur et régulier entre les acteurs du secteur social ainsi que des mises à jour pour les nouveaux acteurs. Peut-on imaginer une plate-forme commune ?
- L'inventaire des structures et associations présentes sur le territoire de la commune pourrait être fait et publié par les communes et/ou les ministères.
- Il y a lieu d'assurer que la politique de protection des données n'entrave pas l'échange d'informations importantes et nécessaires entre professionnels.
- La pratique de journées d'échange entre office social et partenaires doit être développée.
- Une personne de référence spécifique pour les contacts directs dans d'autres administrations faciliterait l'échange.

3 UN TROISIÈME BLOC DE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS RÉSULTANT DES ATELIERS SE CONCENTRAIT SUR LES MISSIONS DE L'OFFICE SOCIAL CONTEMPORAIN ET LA COHÉSION SOCIALE

a. Comment pouvons-nous améliorer l'accès aux infrastructures (écoles, crèches, associations, etc.) pour les clients de l'office social ?

- La journée d'accueil et d'orientation pour tous les habitants de la commune devrait présenter la mission de l'office social.
- La mission de l'office social peut être présentée dans les écoles, maisons relais, crèches, clubs et associations. (p. ex. pause-café)
- Est-ce qu'un lien ou formulaire en ligne est utile pour faciliter l'entrée en contact avec l'office social ?
- Les informations présentées par la commune dans le bulletin communal peuvent comporter des informations sur l'aide sociale de l'office social et d'autres associations locales.
- Il y a lieu d'améliorer les pages Web communales avec des informations claires en langage simple.
- D'autres instruments peuvent être des dépliants présentant les services existants envoyés aux ménages, des portes ouvertes.

- Réaliser plus de visibilité de l'office social pour les nouveaux arrivants par l'affichage du logo de l'office social visible pour le public.
- Est-ce que la création d'une Maison sociale est un outil ?

b. Comment pouvons-nous garantir que nos missions soient bien comprises et visibles pour le grand public et d'autres partenaires ?

- Il faut utiliser davantage les nouveaux modes de communication (vidéo, www).
- Il faut assurer l'accessibilité de l'information (par exemple, langage facile à lire ; plusieurs langues).
- A reprises régulières, il faut expliquer la mission de l'office social, et ce via la radio, les conférences, les nouveaux médias.
- C'est en développant une présence et une communication claire qu'il est possible de contrecarrer l'image stigmatisante de l'office social comme « bureau pour les pauvres ».
- L'unification du modus operandi de l'office social et la présentation transparente au public facilitent une meilleure compréhension de la mission de l'office social.
- Il faut sensibiliser les autres acteurs de terrain sur la mission de l'office social.
- Le contact direct avec d'autres acteurs sociaux leur fournit les informations afin qu'ils puissent comprendre notre mission (avec ses limites) et l'expliquer à leurs clients.



c. Comment pouvons-nous mieux adapter nos services aux besoins des clients ?

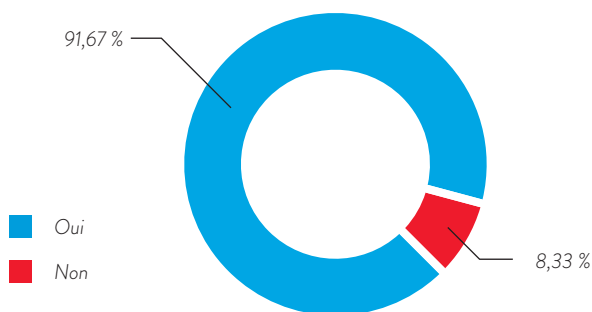
- Les retours fréquents des clients par formulaire ou interviews ou feed-back direct permettent de saisir la perception des points forts et faibles de l'action de l'office social.
- Il est utile de mettre en place l'accès aux informations, par exemple par un guide sur les services dans un langage facile à lire.
- Il faut identifier les besoins réels des clients pour mettre en place des offres adéquates (pas seulement individuellement).
- L'harmonisation de l'aide sociale signifie, du point de vue du client, qu'il doit être clair qui est responsable de quel domaine.
- La proximité (bureaux régionaux) assure l'accessibilité et l'accès aux services offerts par l'office social.
- La professionnalisation du travail social suppose la participation à des formations spécifiques sur les lois existantes et nouvelles.
- Il y a lieu d'ajuster les horaires d'ouverture des bureaux, notamment pour la population active.
- L'inclusion numérique exige l'accès à des modules de formation pour les offices sociaux et les bénéficiaires.
- Il faut organiser des réunions annuelles « plateforme d'échange ».
- Il y a lieu de recueillir les retours du personnel afin de détecter les points forts et faibles de l'action et de mettre en route des améliorations.
- Il faudrait assurer plus d'échanges avec les ministères. Faire remonter les expériences rencontrées sur le terrain par les assistants sociaux vers les politiciens et les ministères devrait enrichir la recherche de solutions.
- Il faut pousser la simplification des démarches administratives, puisque celles-ci peuvent constituer un énorme gâchis de ressources et devenir elles-mêmes le problème au lieu de servir de levier de solutions.
- Il y a lieu d'inviter régulièrement les communes/municipalités à faire un état des lieux des situations sociales.
- Une nouvelle pratique sociale serait d'impliquer les bénéficiaires dans le dialogue (par exemple, journée d'échange commune).



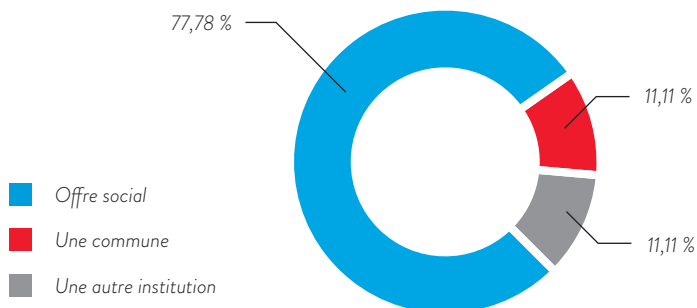
L'ÉVALUATION DE LA JOURNÉE

Un formulaire d'évaluation a été transmis aux participants afin de pouvoir évaluer l'impact de la Journée d'échange. Les retours étaient très favorables avec un taux de satisfaction de 91,7% des participants.

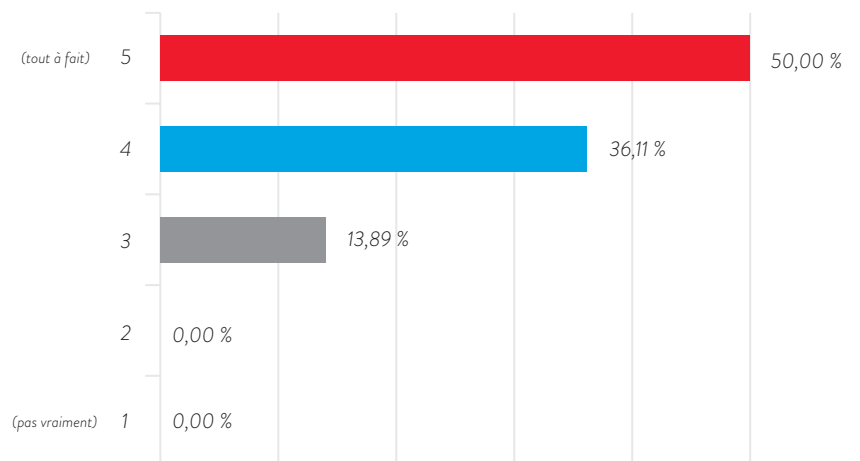
1. EN GÉNÉRAL, LA JOURNÉE A-T-ELLE RÉPONDU À VOS ATTENTES ?



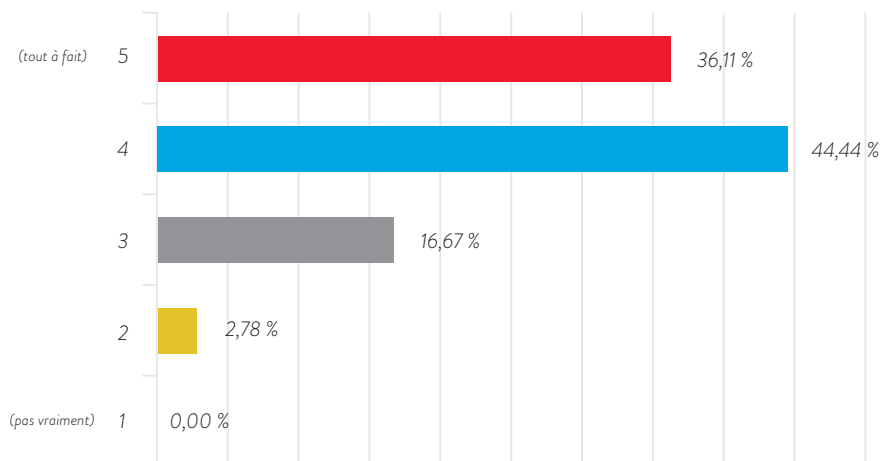
JE REPRÉSENTE



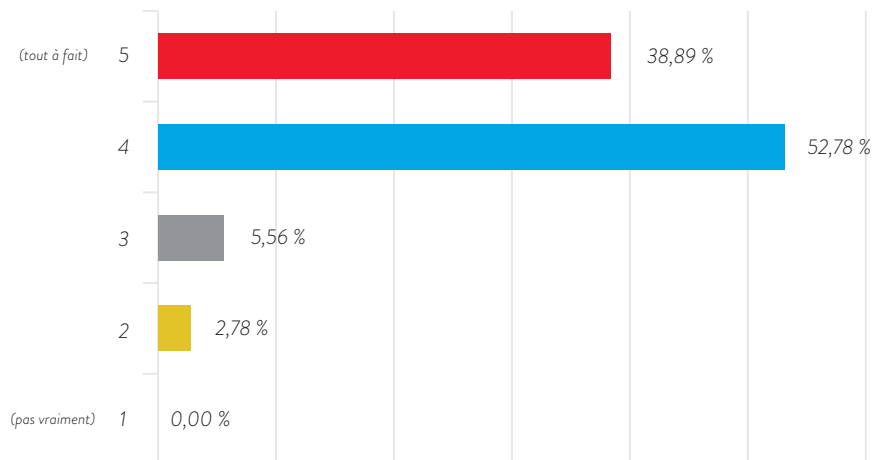
2. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DE LA DURÉE DE L'ÉVÉNEMENT ?



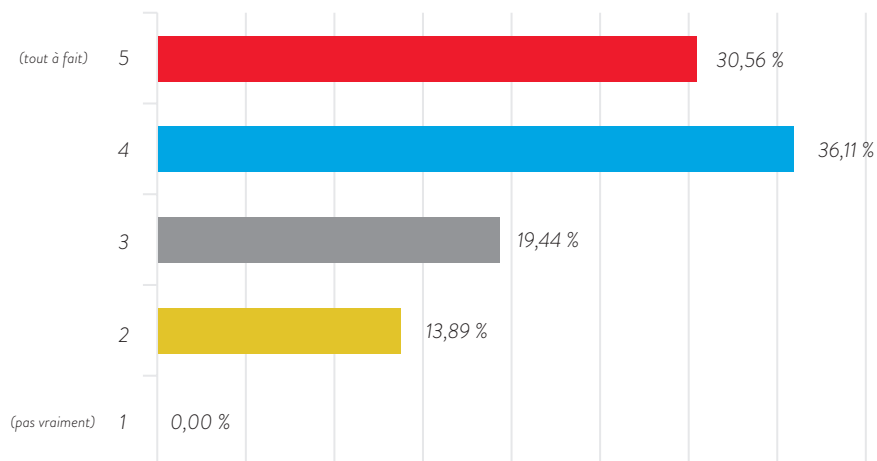
3. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DU CHOIX DES SUJETS ABORDÉS DANS LA SESSION ACADÉMIQUE PENDANT LA MATINÉE ?



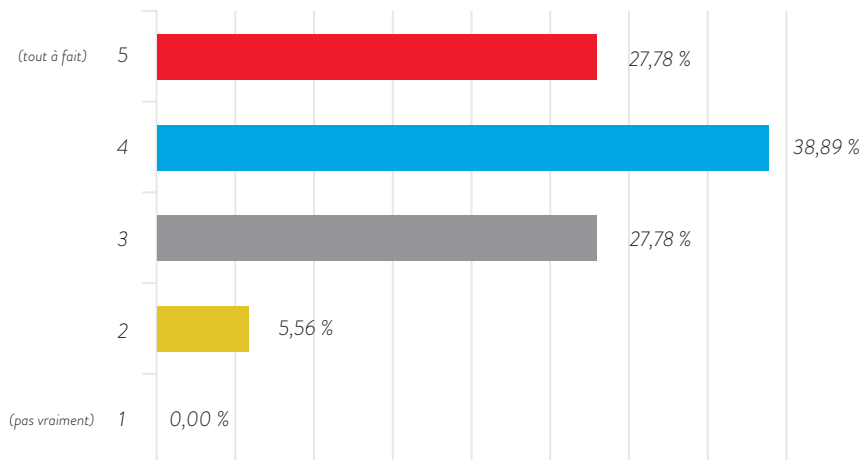
4. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DES INTERVENANTS DE LA SESSION ACADÉMIQUE PENDANT LA MATINÉE ?



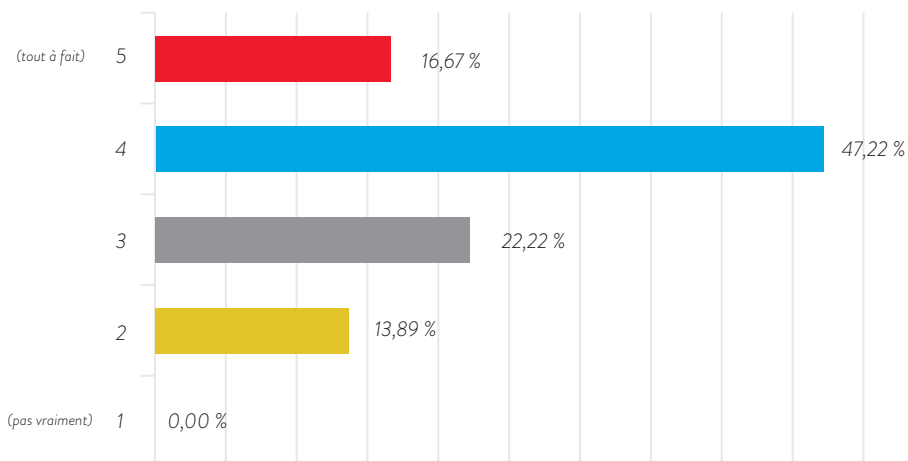
5. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DES SUJETS ABORDÉS LORS DES ATELIERS PENDANT L'APRÈS-MIDI ?



6. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DES FACILITATEURS DANS LES ATELIERS PENDANT L'APRÈS-MIDI ?



7. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS SATISFAIT(E) DU DÉROULEMENT ET DES SUJETS DE LA TABLE RONDE PENDANT L'APRÈS-MIDI ?



8. QUELS ONT ÉTÉ VOS 3 ACQUIS PERSONNELS LES PLUS IMPORTANTS SUITE À LA JOURNÉE ?

Pour la plupart des participants les 8 points suivants ont été les plus importants :

- la possibilité de s'échanger avec tous les acteurs du terrain (offices sociaux et communes)
- l'opportunité de nouer de nouveaux contacts
- le gain d'une vue d'ensemble sur le fonctionnement des différents offices sociaux à travers le pays
- le constat que la majorité des offices sociaux, même si leur fonctionnement diffère, se voient confrontés aux mêmes problèmes journaliers
- la prise de conscience sur l'historique du travail social au Luxembourg et la constatation que les problèmes d'antan étaient presque les mêmes que ceux d'aujourd'hui
- l'appréciation d'avoir eu la possibilité de s'échanger et de poser des questions directes aux deux ministres présentes
- une nouvelle perspective sur le travail de l'Ombudsman et les possibilités de collaboration avec elle
- l'observation que la pénurie de logements abordables est un des plus grands obstacles dans le travail social au Luxembourg.

« La compréhension de la diversité des OS, la prise de conscience de blocages administratifs et de la nécessité de bonnes connexions entre les acteurs sociaux. »

« La conférence de Mme Germaine Goetzinger était TRÈS intéressante! Les parallèles d'il y a environ 100 ans et d'aujourd'hui sont stupéfiantes. »

«Solidarité, Empathie et Écoute»

« J'ai trouvé intéressant que la journée s'était adressée à tout le personnel des OS: service social, secrétaires, ARIS, etc. Même des membres des conseils et des acteurs des communes ont été présents. »

« Chaque office social fonctionne de façon différente. Chaque office a les mêmes difficultés. La situation du logement est et va devenir le plus grand challenge. »

9. QUE PROPOSEZ-VOUS D'AMÉLIORER POUR LE PROCHAIN ÉVÈNEMENT ?

Quant aux propositions d'amélioration, les participants ont mis en avant les idées suivantes :

- une extension du temps pour les ateliers et la présentation des résultats des ateliers
- plus de temps pour les questions et réponses
- des ateliers plus créatifs et plus effectifs
- plus de formations spécifiques pour le secteur du travail social
- plus de temps pour les discussions avec les ministres présentes
- une répétition régulière de la Journée : marché du travail, logement abordable, système Osnet, etc.
- invitation d'autres ministres compétents comme le ministre du Logement et le ministre des Affaires étrangères et européennes

« Les propositions et thèmes des workshops n'ont pas été présentés. Juste une très petite partie et ceux présentés ne reflétaient pas l'importance du besoin de changement. »

« La présentation des propositions des groupes de travail des 3 ateliers ne me semblait pas très complète et un peu abrégée bien que ce fut la partie la plus importante de la journée. »

« Moyen d'échange après chaque intervenant. Il n'y avait pas moyen de poser de questions ou de réagir. »

« Prendre plus de temps pour les ateliers et surtout pour le bilan des ateliers. »

« Réflexion sur les possibilités de formations continues adaptées à notre secteur social. »

10. AUTRES SUGGESTIONS CONCERNANT L'ÉVÈNEMENT ?

Les suggestions complémentaires se résument comme suit :

- À RÉPÉTER !
- moins de sujets, mais alors quelques sujets plus en détail
- demander l'avis préalable concernant les sujets aux participants
- demander aux offices sociaux les problèmes rencontrés dans leur travail journalier
- organiser une table ronde avec les assistants sociaux de l'ARIS et des offices sociaux

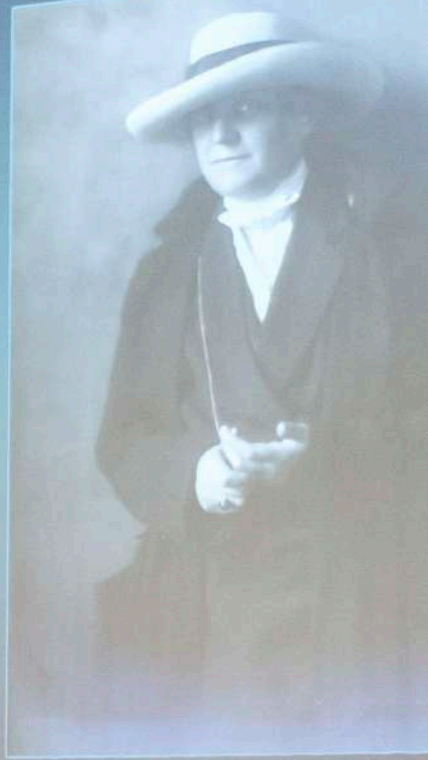
LA “SOZIALENQUÊTE”

avec l'aimable autorisation de **Mme Germaine Goetzinger**



Aline Mayrisch-de Saint-Hubert
1974-1947

Präsidentin vom
Verein für die Interessen der
Frau



LA “SOZIALENQUÊTE”

avec l'aimable autorisation de Mme Germaine Goetzinger

D'Sozialenquête vun 1907. Eng Initiative vum Verein für die Interessen der Frau

1907 koom zu Lëtzebuerg en ongewéinlecht an erstaunlecht Bichelchen eraus. *Einiges über Wohnungsverhältnisse der ärmeren Arbeiterbevölkerung in Luxemburg.*¹ Ween elo gemengt huet, dat Buch géif op de Konto vun de Sozialisten goen, huet sech getäuscht. Herausgeber war de Verein für die Interessen der Frau an Zesummenaarbecht mam Verein für Volks- und Schulhygiene.

De Verein für die Interessen der Frau an de Verein für Volks- und Schulhygiene

Wat waren dat fir Veräiner a wat waren hir Ziler? De Verein für die Interessen der Frau, op franséisch *Association pour les intérêts de la femme*, war e ganz jonke Veräin, deen eréischt ee Joer virdrun, also 1906, gegrënnt gi war an deen sech fir d'Gläichberechtigung vun de Fraen agesat huet. En Haaptuleies vun deem neie Veräi war et, zu Lëtzebuerg e Meedercheslycée ze grënnen, deen de jonke Fraen den Zougang zu Universitëts-Studien erméigleche sollt, an domat zu den akademesche Beruffer, wéi Professesch, Affekotin, Apdiktesch oder Doktesch. Doderniewt huet de Veräin och am sozialen an am kulturelle Beräich geschafft. En huet zum Beispill e *Bureau de placement* gegrënnt fir Fraen, déi eng Plaz gesicht hunn a juristesche Consultatiounen ugebuede fir Fraen, déi en *Avis juridique* gebraucht hunn. Mat Virträg zu allgemengen Theme wéi Fraestëmmrecht, Bildungswiesen. Krankepfleeg a Couren iwwer Literatur- a Konschtgeschicht sollt den allgemenge Bildungsniveau vun de Frae gehewe ginn.

Präsidentin vum *Verein für die Interessen der Frau* war d'Aline Mayrisch – de Saint Hubert. Si war d'Fra vum Emil Mayrisch, dem Direkter vun der Diddelenger Schmelz a spéidere Generaldirekter vun der ARBED. Weider Comitësmembere waren d'Emma Weber-Brugmann, d'Fra vum Batty Weber, d'Eugénie Muller-Büch, d'Cecile Weber, d'Alice Crocius an Marie-Charlotte Thilges-Seefisch.

De *Verein für Volks- und Schulhygiene* war dräi Joer méi fréi, 1904, entstanen. Hie goug ervir aus der Gesellschaft der Naturfreunde an hat sech der Gesondheet, der Bekämpfung vun de Geschlechtskrankheeten an der Hygiène verschriwwen. Ee Schwéierpunkt vu sengen Aktivitéite louch an de Schoulen, wou fir gesondheetlech Froe sensibiliséiert sollt ginn.

Präsident vum *Verein für Volks- und Schulhygiene* wor den Dr. Ernest Feltgen vu Miersch, dee vu 1907-1917 Médecin directeur vum Thermalbad Mondorf war an de Veräin zesumme mat dem Dr. Edmond Klein an dem Oberinspekter Theodore Witry gegrënnt hat. Den Dokter Feltgen huet sech ënner anerem staark gemaach fir d'Schoulmedezin an d'Grënnung vu Crèchen hei am Land.

¹ Einiges über Wohnungsverhältnisse der ärmeren Arbeiterbevölkerung in Luxemburg. Zusammengestellt vom Vorstand des Vereines für die Interessen der Frau und hrsg. in Verbindung mit dem Verein für Volks- und Schulhygiene. Luxemburg: M. Huss, 1907.

DE VIRTRAG VUN DER ADELE SCHREIBER

An deem onscheinbare Bichelchen vun nëmme 15 Säite fanne mer d'Resultater vun enger Wunningsenquëte an der Stad Lëtzebuerg, déi d'Frae vum *Verein für die Interessen der Frau* 1907 duerchgefouert haten. Op d'Iddi waren se komm duerch e Virtrag vun der däitscher Fraerechtlerin Adele Schreiber, déi se agelueden haten, fir de 15. Mäerz 1907 am Festsall vum Athenäum eng Konferenz zum Thema *Kinderschutz-Mutterschutz* ze halen. An hirem Virtraghuet d'Adele Schreiber op den Zesammenhang vu Kannermesshandlung, Alkoholismus a Wunningsnout higewisen a sech staark gemaach fir e gesetzlech ofgesécherter Congé de maternité vu mindestens 6 Woche fir all Fra.

Nodeems si zwee Méint laang an der Stad bei der Famill Nathan-Reuter gewunnt hat a sech während dëser Zäit e Bild vun der Wunnings Situatioun zu Lëtzebuerg maache konnt, schreift sie de 15. Mee 1907 an der Frankfurter Zeitung en Artikel iwver Lëtzebuerg: *Licht- und Schattenbilder in einem Miniaturstaat. Doran heescht et: Die Haupt- und Residenzstadt Luxemburg zählt 23.000 Einwohner und besteht aus einer Oberwelt und einer Unterwelt. Letzteres ist nicht nur bildlich zu verstehen. Wohlstand und Armut, Sonne und Schatten, Bildung und Unwissenheit sind völlig greifbar getrennt und schon im äußeren Bilde der Stadt gekennzeichnet. [...] Oben die alte Stadt und die neuen, anmutigen Villenviertel, die Gärten und Parks, tief unten, zum Teil hineingedrängt in enge Schluchten, angeklebt an die steilen Felsen, oft hineingebaut bis in das gelbgraue Wasser der Alzette, wie die Häuser Venedigs in die Lagunen, steht ein Gewirr schmaler, zum Teil baufälliger Häuschen. [...]*

Seltsam [...] ist, dass man in dieser Unterwelt Dinge zu sehen bekommt, die sich getrost den traurigsten Bildern aus Ost-London an die Seite stellen lassen. [...] Das auffallende ist ein geradezu unbeschreibliches Wohnungselend doppelter Art. Schlimmer und unbegreiflicher als die Überfüllung ist der völlige Mangel an baupolizeilichen und hygienischen Vorkehrungen. Von jeder Wanderung durch die armen Quartiere im Abgrund kommt man mit Grauen im Herzen zurück.

D'WUNNINGSENQUËTE

Dat sinn haart Wieder, déi net nëmme d'Frae vum *Verein für die Interessen der Frau* opgerëselt hunn. Mat Initiativgeeschta a Courage hunn si decidéiert, dem Problem op de Fong ze goen a sech selwer e Bild vun der Situatioun ze maachen an empiresch Daten ze sammeln, déi si deene verantwortleche Politiker virleeë wollten. An der Comitéssitzung vum 16. Abrëll 1907, un deeër och d'Adele Schreiber deelgeholl huet, hunn si beschloss, eng Wunningsenquëte ze starten. De Modell fir esou eng Aarbecht hunn se an Ausland fonnt. Sou hat schon 1889 den däitschen Nationalökonom Karl Bücher eng *Étude* iwver d'Wunningsverhältnisser zu Basel gemaach an den éisträicheschen Ekonomist Eugen von Philippovich hat de Logement vu Wien ënnert d'Lupp geholl. Och an der Zäitschrëft *Frauenbewegung*, déi zu Lëtzebuerg souguer vun der Regierung gelies gouf, war d'Wunningsnout e rekurrenten Thema.

A klénge Gruppen vu jeeeweils zwou Fraen sinn se dunn erof an de Gronn, Clausen an an de Pafendall gaangen an hunn do **258** Wunnengen an **90** Haiser besicht, an deenen **1.216** Leit gelieft hunn, dovun **595** Kanner ënner 14 Joer. Dat waren 4,5 Prozent vun den Haiser aus der Stad a 5,6 Prozent vun den Awunner vun der Stad. Vun der Adele Schreiber haten si e Modell vun engem Fragebogen kritt, dee fir all Haushalt auszufüllen war.

Nach laang net jiddereen huet hir Aarbecht appreciéiert. Am *Luxemburger Wort* vum 16. Mee 1907 liese mer, et wier eng Onverschimmtheet, wat déi Dammen sech gelescht hätten, wéi se sech iwwer d'Wunnbedingungen informéiert hätten: *Im Stadtgrund erlaubten sich diese Leute Fragen, welche die Grenzen eines taktvollen Anstandes, für den jene Kreise so gerne das Monopol beanspruchen, weithin überschritten; im Pfaffental gerierten sie sich bei ihren Hausbesuchen als wirkliche Inquisitoren, die den Eigentümern mit polizeilicher Schärfe stramme Befehle über Wohnungshygiene diktieren wollten; hätten die Pfaffentaler nicht mehr Anstand gehabt als die Damen, so wären letztere einfach vor die Türe gesetzt worden. Es war bis heute dem hauptstädtischen Publikum unbekannt, daß die Wohnungs-Inspektion durch die Frauen des V. f. d. I. d. F. vorgenommen wird; auch möchten wir stark bezweifeln, ob die Hausbesitzer Pfaffentals sich durch jene Damen, deren aristokratische Existenzen in koquetten Villas großgezogen wurden, Vorschriften über die Größe und den Mietpreis ihrer Wohnungen aufkotroyieren lassen.* D'Madame Nathan-Reuter an d'Madame Eugénie Heintz goufen esouguer perséinlech ugegraff, sou dass decidéiert gouf, d'Enquête ofzebriechen. An deemAment waren allerdéngs genuch Informatiounen do, fir Resultater kënnen virzeleeën.

Bei hire Visitten hunn d'Frae vum Verein für die Interessen der Frau folgend Variablen erhuewen:

- Wéivill Persoune wunne pro Haus a pro Zëmmer?
- Wéivill Schléifer schlofen an engem Bett?
- Wéivill Loftraum steet pro Persoun zur Verfügung?
- Wéi ass de baulechen Zoustand vum Haus?
- Wéi vill Loyer mussen d'Leit fir d'Wunneng bezuelen?
- Wéivill Persoune benotzen eng Toilette?
- Wéi ass den hygieschen Zoustand vun den Toiletten?

No hire Visitten an de Virstied hunn d'Fraen déi gesammelt Donnéeë statistesch ausgewäert a mat konkrete Beispiller illustréiert.

D'RESULTATER

D'Resultater vun der Enquête si schockant a stinn an der Traditioun vun der Pauperismus-Etuden, wéi mir se aus dem Ausland kennen an déi der Fro noginn, wéi d'Industrialiséierung zur Veraarmung vun den ënneschte soziale Schichte bäidréit.

Hei d'Resultater:

- 21 Prozent vun den ënnersichte Wunneingen hunn aus engem eenzege Zëmmer bestanen, an deem gekacht, gewäsch, geschafft a geschlof gouf. Nëmmen 48.6 Prozent vun den Awunner haten eng Zweezëmmerwunneng. Ob Einzelzëmmer, Zweezëmmer - oder Dräizëmmerwunneng, si waren alleguer dramatesch iwwerbeluecht.
- Wann een de Critère vum Loftraum geholl huet, deen dem Einzelnen zur Verfügung steet, da gouf kloer, dass de Leit wéinst deenen iwwerfällte Raim déi néideg Loft zum Liewe gefeelt huet. An dat, obschonn d'Wëssenschaftler tèschent 20 an 45 cm³ Loft pro Persoun verlaangt hunn. Esouguer am Gronn hätten d'Prisonéier méi Loft zur Verfügung wéi d'Leit an de Wunnegen vun de Virstied, hunn d'Fraen an hirem Rapport notéiert.
- Fir 1.216 Mënsche stoungen an deenen ënnersichte Wunnenge 562 zweeschléifreg Better an 54 Kannerbetter zur Verfügung. Fir dass jiddereen e Leeër fonnt huet, hunn a ville Fäll 3-4 Leit an engem Bett geschlof.
- Trotz relativ héijem Loyer, dee 7-20% vum Akommes uitgemaach huet, ware vill Wunnegen an engem schlechten Zoustand. *Verfallen, schmutzig, Treppen lebensgefährlich, Jauche fließt im Hausflur, kein Zimmer bewohnbar. Bewurf fällt ab, Löcher von 0.50 qm² in der Decke, wo hindurch grosse Stücke Holz hindurchfallen*, huet et am Rapport geheescht. (S. 9) Besonnesch d'Trape goufen als liewensgefëerlech beschriwwen: Sie wieren an de Fiels gehaen, schmuel, géi, däischter a ganz oft baussent dem Haus, éischter eng Hingerleeder wéi eng Trap.
- Nach méi schlëmm huet et bei den Toiletten ausgesinn. 18% vun de besichte Wunnegen haten iwwerhaupt keng Toilette. Bei aneren Haiser gouf et eng kollektiv Toilette am Haff, déi vun méi Famille benotzt gouf, an dat konnten tèschent 30 a 50 Persoune sinn. An aneren Haiser gouf et eng Fosse am Keller oder am Haff, wat onweigerlech mat Gestank am Haus verbonne war. D'Fossen am Haff waren oft mat faule Brieder ofgedeckt, déi och emol nogi konnten a fir d'Kanner, déi do gespilt hunn, eng grouss Gefor waren. An da gouf et nach Haiser mat klengen Dëppercher un der Kichefëstere, déi e Rouer op d'Strooss haten an als Toilette benotzt goufen. Dass do Krankheeten net ausbliwwen sinn, läit op der Hand.

E besonnesch grave Mëssstand war déi héich Kannerstierflechkeet, déi och op déi ongesond Wunnverhältnisser zrëckzefëiere war. Op 501 Gebuerte koumen 1906 102 Stierffäll vu Kanner ënner engem Joer. 20% vun alle Kanner sinn deemno als Puppelche gestuerwen. *Wir constatierten Fälle, wo von 20 Kindern noch 5 am Leben sind, von 13 noch 5, von 13 noch 2, ja sogar von 10 noch ein einziges.* (S. 11)

Hei en anert Beispill: *Junges Ehepaar bewohnt ein kleines, niederes Zimmer, gesammelte Knochen und Lumpen liegen in dem einzigen Raum, ebenso der Hund und der Hundewagen. Es riecht zum Umfallen, Frau eben vom zweiten Wochenbett aufgestanden, das Kind starb beide Male nach der Geburt. (S. 11)*

A munche Beschreiwunge geet Rieds vun engem Hond a sengem Weenchen. Hondsdreck anzesammelen, war deemools eng beléifte Manéier, fir als Onqualifizéierte Geld ze verdéngen. Hondsdreck gouf nämlech an der Liederindustrie gebraucht, fir d'Lieder méll a geschmeideg ze maachen, an d'Nofro no Hondsdreck an den Händschfabriken am Gronn war grouss. Mat engem Weenchen, dee vun engem Hond gezu gouf, sinn d'Knollereefen, - sou goufen d'Hondsdrecksammler genannt - dann duerch d'ganz Stad gezunn an hunn agesammelt, wat d'Muppe vun de bessere Leit hannerlooss haten. Och Schanken a Lompe goufe gesammelt an zur Weiderverwärtung ofgeliiwert.

De Fall vun esou engem Hondsdrecksammler beschreiw de Schrëftsteller Joseph Funck a sengem Roman *Kleines Schicksal* vu 1934.² De Jim Steller, e Knollereefen aus dem Pafendall, gëtt an eng Klinik um Fëschmaart ageliwert, wou sech den Dokter Karl Emmel an de Kapp gesat huet, de Jim ze retten, aus him e propperen an ugepasste Gäertner ze maachen an hien aus dem Milieu vun do ënnen erauszehuelen. Émsoss! De Jim Steller gëtt säi Milieu net op a geet zréck an de Pafendall.

Fir hir Resultater nach méi anschaulech ze maachen, hunn d'Frae vum Verein für die Interessen der Frau hir Etude mat Fallbeispiller ofgeschloss, déi d'Nout vun de betroffenen Awunner konkret beschriwwen hunn. Hei zwee esou Beispiller:

BEISPILL 1:

Familie mit 8 Kindern bewohnt 1 Zimmer und 2 kleine Räume unter dem Dach. Eltern und die 2 kleinsten Kinder, 4 Monate und 2 Jahre, schlafen in dem Zimmer, in welchem gekocht, Wäsche gemacht, gewohnt wird. Windeln liegen umher, ein Rabe wohnt mit im Zimmer. In dem einen Dachzimmer schlafen 3 Knaben in einem Bett, einer davon ist epileptisch. Fenster von 0.50 qm, Bewurf fällt ab, Kinder sammeln Hundeexkreme für Gerberei. Eimer davon im Zimmer, entsetzlicher Geruch. Im anderen Zimmer schlafen 3 Mädchen auf dem Boden, kein Bett, ein Loch ohne Fenster zum Hereinlassen von Luft und Licht, mit Lumpen verhängt. Dach durchlöchert. S. 12-13)

BEISPILL 2:

In drei Zimmern hausen 10 Personen. Vater seit Jahren bettlägerig, die 8 Kinder schlafen je 4 in einem Zimmer und einem Bett. Der älteste ist lungenkrank. Haus an den Felsen angebaut, hat nur 3 Mauern; Treppe im Felsen ganz faul, Wasser tropft an den Felsen herunter; Betreten der Treppe lebensgefährlich. Kein Abort, Grube im Keller, schrecklicher Geruch. (S. 12)

² Funck, Joseph: *Kleines Schicksal*. Erzählung. [Luxembourg] Cahiers Luxembourgeois, 1934.

D'LEISUNGSVIRSCHLÉI

Fir d'Frae vum Verein für die Interessen der Frau waren d'Visitten an de Virstied an d'Resultater vun de Enquête e Schock. Fir déi meescht vun hinnen, déi aus der Bourgeoisie koumen, war dat den éischte Kontakt mat aarme Leit a schappege Wunnengen, an entsprechend entsat waren si iwwe eng sozial Realitéit, déi hinne bis dohi virenthale bliwwen war. D'Duechter vun der Madame Nathan-Reuter, déi ech vru Joren zu Paräis interviewe konnt, huet mer verzielt, hir Mamm wier reegelrecht erschüttert gewiescht, wann si vun hire Visitten an de Virstied heem komm ass.

Wie ist es möglich, dass das Bewohnen solcher Häuser erlaubt ist? Froen sech déi engagéiert Fraen a sichen no Méiglechkeete vun enger Verbesserung. (S. 12)

- E relativ einfacht Mëttel wier et, de Kanner d'Méiglechkeet ze bidden no der Schoul an e Kinderhort ze goen - haut géife mer soen an eng Maison relais. Do kéinten si hir Hausaufgabe maachen an ënnert der Opsicht vu gebilte Fraen dobaussen oder dobanne spillen a bréichten och net schaffen ze goen. *Diese Horte entreissen sie der Strasse, in welcher alle bösen Keime der Kinderseele sich so üppig entfalten, und auch der Heimarbeit, die ihre schwachen Kräfte zugrunde richtet.* (S. 13) Dat war gutt geduecht, awer zu deeër Zäit gouf et nach keng Kinderhorte. An der ganzer Stad gouf et just eng Crèche, déi vum Plateau Altmünster, déi 1898 gegrennt gi war.
- Vun Notze wier et och, wann d'Fraen an de kommunalen Aarmebüroe vertrauede wieren. 1908 huet de *Verein für die Interessen der Frau* eng Demande an deem Sënn un de Stater Gemengerot gericht. Déi awer gouf ofgeleent an d'Frae sinn just an deene sougenannte Wohltätigkeitsausschüssen akzeptéiert ginn. Do wieren si wichteg, well si hätten dat richtegt Geschéck, fir *verschämte Arme* ze identifizeieren an se dem Aarmebüro ze mellen. Verschämte Arme ware Leit, déi hier Aarmut verstoppt hunn an net zougi wollten, dat et hinnen un allem feelt. Nëmmen zu Diddeleng, wou d'Famill Mayrisch gewunnt huet, gouf d'Madame van Gogh-Meyer, an den Aarmebüro opgeholl. Och si war Member vum *Verein für die Interessen der Frau*.
- Da missten onbedéngt Sozialwunnenge gebaut ginn. Zwar hätt de Staat an dëser Fro villes ënnerrholl, awer et bléif bei engem flagrante Mangel u Wunnenge fir Aarbechter a kannerräich Familien. Ouni eng akzeptabel Wunneng, wier et onméiglech fir d'Aarbechterfraen, d'Wunneng propper an uerdentlech ze halen, et géif sech *keen Heimgefühl* a kee *Familiensinn* entwickeln. (S. 3) D'Kanner, déi vu klengem un a vill ze klenge Wunnengen opwuessen, wou ënner Ëmstänn och nach e Schlofgänger ënnerbruecht wier, géifen *die hässlichen Nachtseiten des Lebens* kenne léieren a wiere moralesch gefährdt. (S. 4)

D'Regierung soll sech w.e.g. am Ausland ëmkucken z. b. zu Léck, zu Frankfurt, zu Diddenewen oder zu Metz. *Die in England, Belgien, Frankreich und Deutschland gegründeten Baugenossenschaften, die aus Privatmitteln mit Hilfe des Staates und der Gemeinden grosse, gesunde, billige Arbeiterkolonien errichteten, haben überall die schönsten Resultate in gesundheitlicher und sittlicher Hinsicht zu verzeichnen.* (S. 14)

Et géif einfach net duergoen, de Wunnengsbau de Schmelzhären ze iwverloossen, déi am Minett Kolonie fir hir Aarbechter gebaut hunn, sou wéi 1874 zu Diddeleng an der Lachegeass, der Zoufftgengerstrooss. Och de Staat an d'Gemenge missten fir bezuelbare Wunnraum suergen. Dat kléngt erschreckend aktuell an erënnert un d'Diskussiounen an déi politesch Fuerderunge vun haut.

- Batter néideg wieren och *Mesure géint d'Tuberkulos, d'Krankheet par excellence* vun den aarme Leit. *Wenn in unserer Stadt eine Antituberkuloseliga ins Leben tritt, muss eine ausgedehnte Wohnungsreform sicher eine ihrer ersten Arbeiten bilden, da solche Wohnungen ja geradezu ideale Förderer der schrecklichen Volksseuche sind.* (S. 12)

Et war kloer, dass d'Fraen, déi jo kee Walrecht haten a vun all politescher Participatioun ausgeschloss waren, an dese gesellschaftspolitesche Froen kee Pouvoir haten. Awer de Fanger an d'Wonn leeën, dat konnten se. *Wenn nun wir Frauen auch das Wort in dieser Sache ergreifen, schreibt d'Aline Mayrisch, so geschieht es, um all denjenigen, die dem Wohnungselend bisher gleichgültig gegenüberstanden, durch Zahlen, die ja beredter sind als alle Worte, zu beweisen, dass hier Hilfe nottut, und zwar schnelle Hilfe; denn es handelt sich um Leben und Gesundheit von Frauen und von Kindern.* (S. 3)

Mee d'Aline Mayrisch huet méi wäit gesinn. Si hat erkannt, dass et zu Lëtzebuerg net méi duergéing mat der üblecher Charitéit a Wohltätegkeet, déi zum groussen Deel an den Hänn vun de reliése Kongregatioune louch. Fir eppes ze änneren, huet ee missen op de Wee vun enger konsequenter Professionaliséierung goen. Fir eng nohalteg gesondheetlech Preventioun ze garantéieren, huet een Dispensaire fir Puppelcher a longekrank Leit missen ariichten. Dofir huet d'Land ein neien Typ vu gutt ausgebildeten a kompetente weltlechen *infirmières visiteuses*, - haut géif ee soen *assistantes sociales* -, gebraucht, déi op den Terrain erausginn an den direkte Kontakt zu deene vulnerabele Leit sichen. An all gréisser Uertschaft vum Land sollten Dispensaires de *nourissons* ageriicht ginn, wou d'Mamme mat de *Bebés* higoen konnten, fir ze kucken, ob hiert Kand sech normal entwéckele géif. Op der Aline Mayrisch hir Initiative hin goufen eng ganz Rei vu jonke Fraen an d'Infirmièresschoul vun der Léonie Chaptal op Paräis oder aner Plazen am Ausland geschéckt, fir duerno an den Dispensairen zu Lëtzebuerg ze schaffen.

De Kader, an deem d'Aline Mayrisch dese sozialen Engagement realiséiere konnt, war awer net méi *de Verein für die Interessen der Frau*, mee d'*Croix-Rouge an d'Ligue luxembourgeoise contre la tuberculose*. Während d'*Croix rouge* eréischt 1914 beim Ausbroch vum Éischte Weltkrich gegrënnt gëtt, deemools als Hëllef fir déi vill däitsch a franséisch Krichsverwondter, gouf d'*Ligue luxembourgeoise contre la tuberculose* schon 1908 Realitéit. Grënnungsmember an éischte Präsident war den Dokter Ernest Feltgen, deeselwechten, deem mam Verein für Volks- und Schulhygiene d'Enquête vun 1907 ennerstézt a matdecidéiert hat, d'Bichelchen iwver d'Wunnungsverhältnisser net an der Zäitschrëft vum Veräin ze publizéieren, mee se als Separatdrock erauszeginn an se gratis un all Membere vun deenen zwee Veräiner ze verdeelen.

D'SCHLECHT WUNNENGEN ALS REKURRENTEN THEMA

Domat steet d'Wunnengenquête vum *Verein für die Interessen der Frau* um Ufank vun enger Traditioun vun empirischer Sozialfuerschung zu Lëtzebuerg. An hire Fußstapfen fanne mer ongeféier 60 Joer méi spéit e bësselchen onerwaart d'*Roud Wullmaus*, déi d'Thema vun de schlechte Wunnbedingungen opgegraff huet. Hei geet et allerdéngs net méi ëm d'Haiser aus de Virstied, mee ëm déi sougenannten Kaffiszëmmeren. Am Mëttelpunkt vun hire Recherchen awer stinn déiselwecht Froen, déi och 1907 d'Fraen gestallt hunn. *Das Haarlem Luxemburgs besteht nicht aus einem geschlossenen Viertel, schreiben d'Militante von der Wullmaus, sondern aus einer Reihe Mietskasernen für Fremdarbeiter, quer durch das Land verteilt. [...] einerseits sind sie heruntergekommen und menschenunwürdig, andererseits isolieren sie die Fremdarbeiter von der luxemburgischen Bevölkerung, insbesondere vom einheimischen Proletariat, und bringen den Vermietern daneben hohe Gewinne ein.*³

Trotz aller Differenz gëtt dëse Constat ze denken, well am Fong geholl de Problem deselwechte bliwwen ass, mat deem Ënnerscheid, dass elo déi schlecht an insaluber Wunnhaiser mat de ville Kaffiszëmmeren net méi vun der Lëtzebuenger Ënnerschicht, mee majoritär vu portugiseschen Aarbechter bewunnt sinn. Charakteristesesch ass och, dass an deenen zwee Fäll de Problem net am politesche Mainstream, mee duerch eng sozialengagéiert Initiativ um Rand thematiséiert gëtt.

FAZIT

Aus der Distanz vun haut gekuckt, muss ee soen, dass d'Fraen vum *Verein für die Interessen der Frau* gutt Aarbecht geleescht hunn. Si hunn e sachlechen, awer engagéierte Bericht iwwer d'Wunnungsverhältnisser geliwwert, deen operëseelt hunn. Vun deem Ament un, wou d'Resultater vun der Enquête verëffentlecht waren, konnt kee Politiker méi soen, doriwwer hätt hie näischt gewosst. Et gouf däitlech, dass déi al kierchlech gepräagte Charitéit vun enger staatlecher a kommunaler Wohlfahrt ofgeléist misst ginn. Zu dem Prozess huet d'Aline Mayrisch viles bäigedroen an sech op verschiddeenen Niveauen konsequent weider dofir agesat, dass sech d'Situatioun vun de Frae verbessert huet. Schued nëmmen, dass vill vun eisen Zäitgenossen näischt méi iwwer d'Aline Mayrisch an de *Verein für die Interessen der Frau* wëssen.

Germaine Goetzinger

Directrice honoraire du Centre national de littérature

³ Cf. Soisson, Robert ; /Gilbertz, André : 1970 – 2020. 50 Jahre „Ro'd Wullmaus“. Luxembourg ; [FGIL] 2021, S. 369.





ESCH-SUR-ALZETTE COM
MISSION CONSULTATIVE
S SANEM COMMUNE DE
UNE DE MERSCH OS STR
COMMUNE DE GARNICH C
STI **ENTENTE DES OFFIC**
COMMUNE DE PRÉIZERD
SC IEWESCHTE SYRDALL
TEINFORT COMMUNE DI
OFFICE NATIONAL D'INC
SC ECHTERNACH-ROSP
MMUNE DE DIPPACH MM
SC MAMER COMMUNE DI
MMUNE DE JUNGLINSTE
SPERANGE L'OMBUDSMA
VILLE DE LUXEMBOURG
SC GREVENMACHER CO
MUNE DE DUDELANGE C



ES SOCIAUX

R SYVICOL

OFFICES SOCIAUX LUXEMBOURG

	OSC Beaufort
	OSC Bettembourg-Frisange-Roeser
	OSC Ieweschte Syrdall
	OS Differdange
	OS Dudelange
	OSC Echternach-Rosport-Mompach
	OS Esch-sur-Alzette
	OSC Nordstad
	OSC Grevenmacher
	OS Hesperange
	OSC Resonord
	OSC Centrest
	OS Käerjeng
	OSC Kayl-Rumelange
	OSC Larochette
	OS Ville de Luxembourg
	OSC Mamer
	OSC Mersch
	OSC Mondercange
	OSC Mondorf-les-Bains-Dalheim
	OS Pétange
	OSC Réidener Kanton (OSCARE)
	OSC Remich
	OS Sanem
	OS Schifflange
	OSC Steinfort
	OSC Steinsel-Lorentzweiler (OSTELLO)
	OS Strassen
	OS Walferdange
	OSC Wiltz

GLOSSAIRE ABRÉVIATIONS

ADEM	Agence pour le Développement de l'emploi (administration sous tutelle du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS))
 AIS	Agence Immobilière Sociale (Fondation pour l'accès au logement)
ARCUS	Kanner, Jugend a Famill asbl
ARIS	Agent régional d'inclusion sociale (Loi Revis)
CNDS	Comité national de défense sociale asbl
DPO	Data Protection Officer (Règlement général sur la protection des données)
EMI	Emploi d'insertion pour chômeurs de longue durée (Code du travail)
ETP	Equivalent temps plein
FNS	Fonds national de solidarité (Loi modifiée du 30 juillet 1960) – établissement public sous tutelle du ministère de la Famille et de l'Intégration
LEADER	Liaison entre Actions de Développement de l'Économie Rurale – programme de fonds européen (Ministère compétent : ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural)
LISKO	Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsiounscenter/Croix-Rouge
MIFA	Ministère de la Famille et de l'Intégration
ONE	Office National de l'Enfance (administration sous tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse)
ONIS	Office national d'inclusion sociale (administration sous tutelle du ministère de la Famille et de l'Intégration)
OS	Office social (communes avec 6.000 + habitants)
OSC	Office social commun (office social régional avec communes moins de 6.000 habitants par commune)
REVIS	Revenu d'inclusion sociale (Loi du 10 juillet 2018)
RGPD	Règlement général sur la protection des données
SCAS	Service central d'assistance sociale (Protection de la jeunesse - Justice)
TUC	Travaux d'utilité collective (mesure d'activation de l'Office national d'inclusion sociale (ONIS) - Loi Revis)

A PROPOS

EDITEUR

Entente des Offices Sociaux Asbl

23, Grand-Rue
L-4575 Differdange

**Syndicat des Villes et
Communes Luxembourgeoises**

3, rue Guido Oppenheim
L-2263 Luxembourg

T. (+352) 44 36 58 1
E. info@syvicol.lu
www.syvicol.lu

PHOTOS

Sources

SYVICOL
Adobe Stock

DESIGN

Ohjo Graphics

25a, route de l'Europe
L-5531 Remich

info@ohjo.lu
www.ohjo.lu

